



Hommage à Alvaro Cunhal

Alvaro Cunhal nous a quittés le 13 juin dernier, à l'âge de 91 ans. Durant 74 ans d'action révolutionnaire au sein du Parti Communiste Portugais, élu secrétaire général en 1961, Cunhal a joué un rôle unique dans l'histoire du vingtième siècle portugais. Il fut de tous les combats, dans la résistance antifasciste, pour la liberté et la démocratie, dans les changements révolutionnaires lors de la Révolution des Œillets en avril 1974 et de sa défense, pour une société libérée de l'exploitation et de l'oppression, une société socialiste. Le peuple portugais lui a rendu un hommage massif et émouvant en l'accompagnant lors de ses funérailles, par dizaines de milliers ce mercredi 15 juin, déclaré jour de deuil national au Portugal. Nous nous associons à cet hommage en publiant ce poème de Pablo Neruda, extrait de son ouvrage: « La Lámpara Marina »

La lampe marine

(extrait)

Pablo Neruda

Quand tu débarques à Lisbonne :
ciel céleste et rose rose,
stuc blanc et or,
pétales de brique :
maisons,
portes,
toits,
fenêtres
éclaboussés de l'or des citrons,
du bleu d'outremer des navires.

Quand tu débarques
tu ne connais pas,
tu ne sais pas que derrière les fenêtres
on écoute,
on surveille :
que des matons vêtus de deuil
circulent,
rhétoriques, corrects,
expédient des prisonniers dans les îles,
condamnent au silence,
pullulent
comme des escouades d'ombre
sous les fenêtres vertes,
entre les monts bleus,
que la police
sous les cornes d'abondance de l'automne

traque des Portugais,
gratte le sol et
enfonce les hommes dans l'ombre.

Beau Portugal,
ô corbeille de fruits et de fleurs,
tu surgis
au bord argenté de l'océan,
dans l'écume de l'Europe,
avec la cithare d'or
que t'a laissée Camões :
chantant avec douceur et
répandant dans les bouches de l'Atlantique
ton orageuse odeur de chai,
de fleur d'oranger marine,
ta lune lumineuse entrecoupée
de nuages et de tempêtes.

Mais
Portugais de la rue,
entre nous
- personne ne nous écoute -
sais-tu
où est
Álvaro Cunhal ?
Perçois-tu l'absence
du vaillant
Militão ?

Fille du Portugal,
tu passes comme en dansant
dans les rues

roses de Lisbonne,
mais
sais-tu où est tombé Bento Gonçalves,
le plus pur des Portugais,
l'honneur de ta mer et de ton sable ?
Sais-tu
qu'il existe une île,
l'île du Sel,
où Tarrafal
verse de l'ombre ?

Oui, tu le sais, jeune fille,
oui garçon, tu le sais.
En silence
la parole
chemine lentement, et elle parcourt non
seulement
le Portugal mais la terre entière.

Oui, dans des pays lointains
on sait que depuis
trente ans
une pierre
épaisse comme une tombe ou une clérical
tunique de chauve-souris
étouffe, Portugal, tes tristes trilles,
macule ta douceur
de gouttes de martyr,
maintient ses chapes d'ombre.

Traduction libre de l'espagnol
par Karel Vermeyen

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

le drapeau rouge

Numéro 7
juillet 2005
1 €

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Cunhal et Lahaut

Deux communistes dans leur siècle

Nous allons dédier cette édition du journal qui couvre, vacances obligent, les mois de juillet-août, à la mémoire de notre camarade Julien Lahaut à l'occasion du 55^{ème} anniversaire de son assassinat, lorsque nous arrive la triste nouvelle du décès d'Alvaro Cunhal, le grand dirigeant communiste portugais. Aussi, les circonstances nous poussent à réunir dans ces pages l'hommage à ces deux grands communistes du XX^{ème} siècle.

Lahaut et Cunhal ne se sont jamais rencontrés, mais leur parcours politique n'est qu'une succession de dénominateurs communs. En effet, alors que le premier organisait les grandes grèves ouvrières du bassin liégeois, se donnait corps et âme à la résistance contre le nazisme et ouvrait une dimension républicaine à la lutte contre une monarchie qui avait collaboré avec l'occupant, le second construisait le parti communiste en pleine dictature du fasciste Salazar et mobilisait la solidarité avec la jeune république espagnole voisine.

Cunhal paya lourdement le prix de ses luttes par 14 ans de prison dans les cachots de la dictature. Le prix payé par Lahaut fut bien plus lourd encore. La longue série de combats du jeune ouvrier qui fonda le syndicat des métallurgistes de Seraing et qui fut député de Liège de 1932 jusqu'à sa mort, s'acheva le 18 août 1950 lorsque, tôt le matin, des assassins commandités par la droite la plus réactionnaire, collaborationniste et monarchiste ont liquidé ce tribun populaire, ce révolutionnaire si dangereux à leurs intérêts. En effet, engagé dans les luttes populaires, courageusement actif dans la résistance contre l'occupant, jouissant d'un prestige immense auprès l'ensemble de l'opinion, le Président du Parti communiste était devenu un personnage menaçant pour la classe dominante, pour ses compromissions, pour leurs projets de continuer le pillage au Congo et ailleurs. A notre époque

caractérisée par la prééminence, en Belgique, en Europe et ailleurs, du pouvoir absolu et arrogant des forces capitalistes, son message d'affirmation et de résistance est plus actuel que jamais.

Le parti de Lahaut, fidèle à la mémoire de son camarade et martyr, sera présent ce mois d'août à Bruxelles et à Liège dans des hommages à sa personne et à ses luttes. Le PC invite à s'associer à son souvenir tous ceux qui, sans nécessairement partager ses idées, respectent la grande dignité de son engagement.

Sommaire

- Comment la Pub a tué la presse
pages 2 et 3
- Hommage à JULIEN LAHAUT avec des textes de José Fontaine, Lorint Hendschel et Julien Dohet
pages de 4 à 6
- Quelques brèves
page 7
- Vie du Parti
page 8
- Constitution Européenne Les belges bâillonnés
page 9
- Quand un vent de folie souffle dans les voiles islamiques
page 10
- L'armement nucléaire d'Israël et le cas « Vanunu »
page 11
- Résistance et souveraineté du peuple bolivien
pages 12 et 13
- Les joies du complexe carcéro-industriel
pages 14 et 15
- Le comte Boël : l'avant-garde ?
page 15
- Irak : un gouvernement « démocratique » en construction ?
page 16
- Ratzinger et nous : entre intolérance et liberté
pages 17 et 18
- Appel des élus locaux de l'Union européenne
page 18
- Souvenirs de guerre
page 19
- Brigada Flores Magon Les deux côtés des barricades
pages 20 et 21
- Chantal Montellier : Cases ouvertes aux « sans »
pages 22 et 23
- Hommage à Alvaro Cunhal
page 24

le drapeau rouge: 9, rue Rouppe -1000 Bruxelles - Bureau de dépôt: 1000 Bruxelles 1 - Numéro d'agrégation: 405.266 - BC 9768



Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles
Tél: 02/503.35.80 - Fax: 02/503.34.96
Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement annuel : 12 € - Etranger : 18 €
Envoyé sous enveloppe fermée
Abonnement de soutien : 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants : 8 €
ING: 310-1877676-36

Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication

Nous poursuivons ici notre réflexion sur la crise de la presse, entamée dans le DR précédent.

La mondialisation a sonné le glas de la presse dans les pays à territoire exigu. Responsables ? Les lois du marché. Fabriquer un journal, cela coûte aussi cher si vous vous adressez à un public potentiel de deux millions ou de cinquante millions de lecteurs.

Exemple. *Télé 7 Jours*, revue de programmes télé, écoule environ trois millions d'exemplaires par semaine. Dépendant comme lui des infos « people », *Ciné-Télé-Revue*, son équivalent belge, représente la plus forte vente d'un hebdomadaire, Nord et Sud confondus. Il vend un peu moins de 400.000 exemplaires au numéro.

Or, les frais de fabrication sont les mêmes que ceux de *Télé 7 Jours* : matériel, pré-presses, imprimerie, distribution, promotion, etc. Compte tenu de la concurrence, *Ciné-Télé-Revue* ne peut pas vendre son exemplaire nettement plus cher que son pareil français. Il faut rogner, entre autres, les coûts de fonctionnement et plus particulièrement ceux qui englobent le personnel : un journaliste de *Télé-Ciné-Revue* coûte six à sept fois moins cher que celui de *Télé 7 Jours* ; la rédaction du magazine belge compte douze fois moins de journalistes que son homologue d'outre-Quévrain.

Spécificité flamande

Les Flamands ont développé une culture autochtone très forte, très mobilisatrice, très coagulante. L'intelligentsia hollandaise n'a jamais colonisé la Flandre, comme l'ont réussi les intellectuels français en Wallonie. Le nord du pays a appris à vivre en vase clos, mouvement répercuté par les entreprises de presse flamandes.

Het Laatste Nieuws est passé de la famille Hoste (libérale et, disait-on, franc-maçonne) à la famille Van Thillo, catholique et à l'attitude discutable pendant la dernière guerre. Mais cette famille-là a adopté les méthodes modernes de gestion, c'est-à-dire le fric d'abord. Au passage, les Van Thillo ont phagocyté *De Morgen*, version intello de la presse people, mais surtout héritière de la *Volksgazet*, journal socialiste qui, malgré les efforts d'un Jos Van Eynde, ne résista pas aux maladies fatales de la presse de gauche et à la mutation idéologique du Socialistische Partij. *De Morgen* est devenu, sous l'impulsion d'Yves Desmet, le porte-voix de la gauche caviar anversoise, âpre à la course aux scoops et peu regardant sur

la solidité de ses sources.

Mutation économique

Il faut reconnaître qu'au-delà des spécificités régionales et des modifications du panorama économique, les éditeurs wallons ont abandonné, après tout le monde, le type d'entreprises à caractère familial. Le rachat des maisons d'édition par des financiers s'est toujours passé au détriment des travailleurs et de la qualité des produits.

Le groupe *Vers l'Avenir*, issu d'une « grande famille » (l'évêché de Namur !), a aiguisé les appétits du groupe français *Le Monde*, avant d'accueillir le financement flamand de la VUM, editrice du *Standaard*, du *Nieuwsblad* et de *Het Volk*.

En réalité, il ne reste que *Télé-Ciné-Revue* à conserver une structure familiale, celle des Leempoel, et à démontrer que cette formule peut parfaitement fonctionner, puisque le magazine reste le champion toutes catégories des ventes en Belgique.

La presse, fille de pub

La publicité, grande responsable du naufrage de la presse ? Sans le moindre doute (voir encadré).

Sans la pub, plus de journaux ! Un organe de presse écrite tire plus de profits des annonceurs que de ses ventes. Dans l'échelle des rentrées d'argent, la pub (et les petites annonces) représente 60 à 80 %.

Grâce aux annonceurs, des organes très spécialisés (du genre *L'Amateur de Cigares*) sont bénéficiaires avant leur mise en vente ! Des magazines tels que *L'Événement* choisissent les sujets rédactionnels en fonction des annonceurs : par exemple, avant de paraître, un article consacré à la beauté de ces dames doit être « payé » par un certain nombre de pages publicitaires relatives aux crèmes de jour et autres pilules amincissantes. Il est certain que, dans ce cas, on ne peut plus parler d'articles journalistiques, mais de publicités déguisées, parfois pudiquement baptisées « publi-reportages ». Dans les deux cas, la liberté d'information est perdante.

Le problème des subsides

Avatars de la pub, les subsides officiels détruisent aussi la crédibilité de l'information. Au contraire de la presse flamande qui parvient à vivre en

autarcie, les journaux francophones encaissent des aides de la Communauté française.

Sans elles, il se dit que *Le Soir* pourrait mettre la clé sous la porte. Officiellement les subsides à la presse doivent lui assurer l'indépendance vis-à-vis des pressions d'ordre économique. L'ennui, c'est que ces subsides sont attribués tous les ans et que leur montant est révisable. Pas assez gentil avec Philippe Moureaux ? Comptez sur lui

COMMENT A TUÉ LA

pour revoir les aides à la baisse. Rappelons que, par ailleurs, Moureaux préside le conseil d'administration de Télé-Bruxelles, dont on pourra désormais douter de l'objectivité à son égard.

Bidouillages, bidonnages

Poussés dans le dos par les exigences du monde publicitaire, les journaux doivent attirer l'attention des lecteurs potentiels à n'importe quel prix. On imagine bien à quels débordements ils s'exposent.

On ne compte plus les bidonnages dans les quotidiens, les magazines, les télévisions, ces dernières années.

Il suffit de rappeler la complaisance de certaines rédactions à l'égard du bourrage de crâne destiné à justifier la guerre en Irak. La presse américaine a été secouée par plusieurs scandales : leurs journalistes vedettes se sont révélés de fieffés bidouilleurs ! Interviews inventées, scandales fabriqués, lynchages de personnes sur base de fausses informations, tout était bon pour booster les ventes. Le mal a frappé le *New York Times*, considéré jusque là comme un exemple de journalisme intègre.

L'affaire Dutroux a permis aussi tous les excès. Certains articles se présentaient comme le produit d'enquêtes poussées, alors qu'ils reflétaient l'intoxication entretenue par telle police, tel parquet. Sans parler des dossiers X, des fantasmes lançant l'opprobre sur telle ou telle personne (les occupants du Palais y compris !).

A long terme, ces dérapages entretiennent la suspicion sur la crédibilité, voire l'honnêteté, des journalistes, représentants d'une des professions les plus rejetées par la

“pillier” de Métal Hurlant. C'est lui qui a parlé de Florence Rey le premier et m'a encouragée à m'intéresser à ce personnage.

DR : Avez-vous eu l'occasion de rencontrer Florence Rey, de lui faire lire votre ouvrage ?

CM : Non, pas encore hélas.

DR : Pourquoi si peu de femmes dans la BD ?

CM : Je l'ignore. Elles ont peut-être mieux à faire ? Et puis ce milieu n'est pas très stimulant pour l'imaginaire féminin, souvent relégué du côté des livres pour les enfants.

DR : Est-ce facile de vous imposer, d'être une femme dans un milieu quasi exclusivement masculin et de faire une BD engagée ?

CM : Le plus difficile est de tenir la distance. Pour ce qui est de ma bande sur Florence Rey, c'est moins de l'engagement que de l'intérêt pour une histoire qui éclaire bien le fonctionnement de la police et de la justice. Qui permet aussi de voir les effets désastreux d'une manipulation policière (cf. le troisième homme de cette affaire, qui fut passablement occulté). De voir aussi comment une action d'extrême gauche favorise une politique de la droite musclée.

DR : Votre héroïne parle de sublimation, vous y êtes arrivée avec vos fictions, vos ateliers d'écritures avec les détenus de Laval, ... On sent chez vous, malgré toute cette noirceur, ...

CM : Mais aussi pas mal de lumière il me semble. Il faut aussi la voir, sinon on ne comprend pas vraiment qui je suis. Je ne refuse ni l'ombre ni la lumière et j'aime les contrastes puissants !

DR : Une grande force, une combativité, et toujours l'envie de se relever, je me trompe ?

CM : Je ne suis jamais vraiment "tombée", même si j'ai traversé des périodes très difficiles, douloureuses, même. Je n'ai jamais cessé de produire, de publier. Au pire moment j'ai écrit et publié un Poulpe qui a eu une très bonne presse et un recueil de mes dessins de presse, entre autres. La période ateliers d'écriture m'a énormément enrichie. Tout cela, c'est les aléas de la vie d'artiste ! Aléas pleins d'enseignements d'ailleurs ! "Ce qui ne vous tue pas vous rend plus fort", disait un philosophe allemand.

DR : Quels sont vos nouveaux projets ?

CM : Un nouveau livre chez Denoël, un autre chez Vincent Henry, ... un projet avec Actes Sud, et très bientôt la publication d'un collectif piloté par Martin Winkler, chez Hélène Oswald. "Noirs scalpels". Je travaille également à un récit autobiographique dans lequel je revisite ma propre histoire et témoigne de ce que j'ai vu, entendu, vécu, pendant ces trente années de création.

DR : Donald Westlake fait dire à son héros dans "Le coupe-ret" (dont Costa Gavras a fait un film) : "Qu'est-ce que ça peut m'apporter ? Si je tuais sept directeurs dont chacun aurait ordonné le renvoi d'au moins deux mille ouvriers travaillant dans des industries saines, qu'est-ce que moi, j'en tirerais ? Rien". Ce que cela revient à dire, c'est que les P-D-G, et les actionnaires qui les ont mis en place sont l'ennemi, mais ils ne sont pas le problème. C'est le problème de la société, mais ce n'est pas mon problème personnel. Ces six CV,

le voilà mon problème personnel. Il va donc éliminer tous ces ri-vaux professionnels. A l'heure des délocalisations, dans un monde de plus en plus dur, inhumain, vous nous parlez de Pierre Overney, militant abattu par un vigile et vengé par Action Directe. Quel regard portez-vous sur le monde du travail, sur le militantisme, l'engagement ?

CM : Un regard assez consterné. Beaucoup trop de batailles et d'illusions perdues. Trop de trahisons. Il me semble qu'il faut essayer de se battre là où l'on est, modestement, mais sans rien lâcher, surtout moralement. Ne pas attendre trop des pouvoirs quels qu'ils soient. Tisser des liens, des solidarités... fil par fil. Résister dans sa tête et inventer sa vie au quotidien, ne pas être là où nos ennemis nous attendent... Plus que jamais la création, est une sauvegarde. L'imagination au pouvoir !

DR : Et votre avis sur l'Europe qu'on nous prépare ?

CM : Celle des loups qui pourront chasser leurs proies partout librement. Plus de liberté pour eux, moins de protection pour leur gibier humain.

DR : Merci à vous Chantal.

Propos recueillis par Melina SARMANIDIS

A lire

* Les damnés de Nanterre, Denoël Graphic, 2005

* TGV Conversations ferroviaires, les Impressions nouvelles, 2005

Chantal Montellier : Cases ouvertes aux « sans »

A la lecture de la nouvelle BD de Chantal Montellier, traitant de l'affaire Rey-Maupin, des larmes de rage me viennent aux yeux. Florence Rey telle une grenade dégoupillée va tout faire exploser, y compris sa propre vie.

Au bout du compte, son combat n'aura servi à rien. Elle est enfermée pour encore 10 ans après en avoir déjà purgé 10. Un Big Brother au petit pied (Charles Pasqua) profitera lui de ce fait de société sanglant pour imposer son projet de loi "sécurité et liberté".

Florence et sa révolte, Florence et la folie de son père, les tentatives de suicide de son frère, Florence est derrière les barreaux, moisie en prison et sa révolte avec elle.

Dans la bande qu'elle lui consacre, Chantal Montellier nous parle aussi des "sans" : sans emploi, sans domicile, sans droit ; de ceux frappés par l'inhumanité de cette société.

Le graphisme de ce dernier album est particulièrement saisissant. Les découpages et insertions de textes ou images rendant



le tout très fort.

L'héroïne Chris Winckler, personnage de fiction faisait référence à Martin Winckler, est journaliste à la "Vérité" (qui seule est révolutionnaire, disait un certain Lénine).

Femme libre et debout, elle nous livre son analyse de l'affaire Rey-Maupin, agrémentée de quelques intéressants commentaires, comme (pp. 84 et 85) : "Hélas on apprend pas la sublimation à l'école n'est-ce pas ? Surtout aux enfants de plombier zingueur (métier du père de Florence), ni à avoir du talent et à se libérer soi-même..."

"Je l'aime bien cette pauvre petite fille méchante et désespérée que

pas grand monde comprend et qui passe à l'attaque au lieu de tenter de se suicider gentiment dans son coin obscur comme son frère..."

Chantal ouvre ses cases aux "enfermés", aux minorités, aux sans voix, à la folie que l'on préfère cadenassée plutôt que d'en écouter la souffrance. Chantal est une des trop rares femmes dans la BD, mais pas la moindre !

DR : Chantal, pourriez-vous nous dire comment a démarré le projet de BD sur l'affaire Rey-Maupin ?

CM : Par une discussion avec Jean-Luc Fromental, directeur de collection chez Denoël et ancien

population.

Presse sous surveillance

Cette mise en cause du sérieux journalistique se voit renforcée par une tendance assez neuve et de plus en plus répandue : la connivence journalistes – monde politique. On voit ainsi des journalistes toujours plus nombreux devenir porte-parole ou chargés de communication dans les cabinets ministériels.

Il ne faut pas avoir inventé la rotative

LA PUB LA PRESSE

pour comprendre qu'un homme politique s'assurant les services d'un ex-journaliste a dû, auparavant, éprouver la sympathie de ce dernier. Quel crédit encore apporter aux infos de ce journaliste et, partant, de son journal ? Il est encore moins normal qu'à l'occasion d'un changement de gouvernement, ces ex-journalistes, désormais ex-cabinetards, reviennent dans la presse, comme si rien ne s'était passé. Inutile de personnaliser – contentons-nous de rappeler que l'actuel directeur de la télévision, à la RTBF, a été journaliste, puis attaché de presse de Verhofstadt, avant de diriger la télévision et indirectement l'information.

Une presse gratuite ?

Autre phénomène assez récent : la presse quotidienne gratuite. Chaque matin, les navetteurs découvrent *Metro* dans les stations de la Stib et dans les gares. La profession se console en imaginant que la presse gratuite donne à de non-lecteurs l'envie de switcher un jour vers la presse payante. Jusqu'à présent, il ne s'agit que d'un vœu pieux, car le succès de *Metro* va de pair avec la baisse des ventes de la presse payante.

En fait, la presse gratuite belge est contrôlée par Roularta (*Knack*, *Le Vif*, *Télépro*, etc) et Rossel (*Le Soir*). Au moins, les choses sont claires : *Metro* est l'occasion de ramasser encore un peu plus de pub. Les annonceurs ne font aucun distinguo entre presse payante et presse gratuite – du moment qu'on les voit...

Remarquez que l'info dans *Metro* n'est ni meilleure, ni pire que dans les quotidiens payants. En réalité, la compression des frais dans la presse populaire (le nombre de journalistes

dans le groupe *Sud-Presse* a été diminué de plus de moitié ces dernières années) oblige les journalistes à recopier les dépêches des agences de presse, sans pousser plus loin leurs investigations. C'est exactement ce que fait *Méto*. Pourquoi alors payer un journal où le lecteur trouve la même information que dans un gratuit ?

En ce sens, la presse gratuite ne tue pas la presse, comme cela a été dit par des journaux de référence, *Le Monde* notamment... qui s'est empressé d'entrer dans le capital du *Méto* français.

L'info en ligne

On parle beaucoup des blogs. Ce terme, né de la contraction des mots web (toile) et log (journal intime), possède une signification presque incantatoire. Certains ont vu dans cette nouveauté le salut pour la presse – plus exactement, une presse d'un nouveau style.

Le blog permet à tout un chacun de mettre en ligne tout ce qui lui passe par la tête. Cela va du journal intime du style « Bridget Jones » à la volonté de dispenser une information alternative, débarrassée de toutes les contraintes de la presse classique. Notamment, l'obstacle financier, qui finit toujours par lester les aventures en matière d'édition. Bien sûr, cette nouveauté s'inscrit dans les cadres des initiatives et des débats démocratiques. Côté mineur, il faut bien reconnaître que les blogs (il y en a actuellement plusieurs millions disséminés chez les navigateurs du monde entier) charrient tout et n'importe quoi, le meilleur et le pire. A côté d'expressions de micro-communautés d'ordinaire sans voix, on trouve des vitupérations racistes, anti-arabes, antisémites, hitlériennes, etc.

Il y a sans doute quelques explications signifiantes au succès des blogs. La première, c'est le légitime désir d'expression qui prend chaque citoyen à un moment ou l'autre de son existence. Cela voudrait-il dire que le citoyen ne se reconnaît plus dans la presse traditionnelle, supposée ouverte à tous ? De plus en plus de gens, et singulièrement les jeunes, estiment que la presse leur a été confisquée. Par les intellectuels coupés des réalités du terrain, par les hommes et les partis politiques. Et tout simplement, par les gens cultivés qui intimident une population plombée par un système éducatif qui ne les prépare plus aux subtilités de l'orthographe, du raisonnement subtil et de l'expression claire.

Une presse sans tripes

Par-dessous tout, la presse traditionnelle, tous médias confondus, est considérée

comme insipide, trop lisse, voire « vendue » à des puissances plus ou moins occultes. Comment s'en étonner, quand on soupçonne tous les journalistes d'être vendus au monde politique, de se montrer trop complaisants à l'égard des circuits de la finance, de l'industrie, de l'argent ?

En dépit de dérapages très médiatisés, ces soupçons se révèlent le plus souvent injustes. Mais il est vrai que la presse a oublié l'aspect mordant que l'on attend d'un « cinquième pouvoir ». Qui croit encore les beaux discours sur l'objectivité des journalistes ? Même les critiques culturelles ont perdu leur crédibilité et leur sel !

Les journaux d'information manquent cruellement de « grandes plumes » et de grandes gueules. Le commentaire journalistique se réfugie avec frilosité et timidité dans le dessin (plus ou moins) satirique – et cela n'est pas normal.

Nous manquons d'une presse qui a des tripes. Une presse qui ose dire « je » plutôt que « il nous revient », « il se dit que », « certains murmurent »...

Finalement, la presse est malade parce qu'elle l'a bien voulu. En face d'elle, il reste un énorme potentiel de « consommateurs d'infos », affamés, mal servis, dans l'éternelle attente que la presse joue un de ses rôles essentiels : se montrer plus irrévérencieuse envers les partis et prendre le parti de ses lecteurs contre tous les conformismes, même les plus insidieux.

Encore faut-il le vouloir. Et ça, c'est encore une autre histoire...

Alain DE KUYSSCHE

La pub en 2004

Pour la seule Belgique et en 2004, les annonceurs ont dépensé 2.297,5 millions d'euros en publicité.

La télévision se taille la part du lion, avec plus d'un milliard d'euros (une augmentation de 6,2 % par rapport à 2003). Suivent les quotidiens : 531,1 millions d'euros (+12,6 %), les magazines, avec 281,8 millions (+ 4,9 %), la radio (252,5 millions, soit, + 10,4 %) – le reste se répartit entre l'affichage (203,4 millions) et le cinéma (25 millions).

Il est à remarquer qu'avec 80 millions d'euros dépensés en pub et autres « messages d'intérêt général », le secteur public contribue à la manne publicitaire. Pour un quotidien comme *Le Soir*, cela représente une recette de 4 millions d'euros.

Ces chiffres ont été publiés par le magazine *Trands* tendance.

Depuis quelques années déjà, la télévision, même quand elle en a l'occasion, évite de nous montrer les images (le son) du cri « Vive la République ! » lancé au moment où le Prince Royal, le futur Baudouin I, se prépare à prêter le serment constitutionnel. Ce cri continue cependant à marquer les mémoires. Un tel morceau d'insurrection s'imprime rarement à même les images les plus officielles de la vie de la monarchie belge. Ici, il s'y incruste. Il faut le souligner parce que la Wallonie n'est pas riche d'images sur ses vraies avancées. Il n'y a guère d'images des journées insurrectionnelles de 1950 dont le cri « Vive la République ! » prolonge l'éclat grandiose jusque dans les allées les plus convenues du Pouvoir. La prestation de serment de Baudouin I, le 11 août 1950, est en effet un de ces moments les plus forts où le système, à travers le rite de la succession monarchique, souligne, de manière symboliquement violente, qu'il se répète et se répètera. Cette fois, le symbole fut taché de manière indélébile. Bien plus que lors de cris semblables (au moment du serment d'Albert I : l'époque fait que l'on n'en a ni image ni son), ou lors du serment d'Albert II (le cri lancé par Van Rossem fut un peu dérisoire).

Certes, Baudouin I, le 11 août 1950 ne devient pas formellement roi puisque son père lui transmet seulement ses pouvoirs de manière temporaire (pouvant devenir définitive, ce qui sera le cas), par ce tour de passe-passe dont la monarchie est coutumière, inventant une fonction qui n'est ni celle de régent, ni celle de roi, mais de quasi-roi (*Prince royal*). Cela nous vaudra une deuxième prestation de serment qui sera nettoyée de « République », un an plus tard, quand Léopold III abdique formellement et que Baudouin prête serment comme roi formellement. Mais le pouvoir a beau faire, le cri de « Vive la République ! » a retenti le 11 août 1950 à un moment où L. Hendschel a quand même raison de dire : « On djoû/ene sawouce, on vistrève ene corone sol cabu d' on rwè » (Un jour, quelque part, on vissait une couronne sur la tête d' un roi).

Les échappatoires de la mémoire Autre échappatoire. L'examen des films d'actualité a permis de dire que ce n'était pas la voix de Julien Lahaut que l'on entend sur la bandeson. Mais un collègue ou encore quel-

La République de Ju

qu'un d'autre. Pourtant, quelle importance ? C'est à Lahaut que le cri fut attribué et c'est à cause de cela qu'il fut assassiné sept jours plus tard...

Nouvelle échappatoire : le cri de Lahaut (il faut continuer à s'exprimer comme cela), n'a pas été la cause de son assassinat, mais en a été le prétexte comme le montrent bien Verhoyen et Van Doorslaere dans *Le meurtre de Lahaut* (EPO, Bruxelles, 1987). Une extrême droite voulait qu'on assassine quelqu'un d'important du PC. Et quoi de plus habile que d'« élire » Lahaut après son cri pour égarer les recherches sur un crime commis en fait pour provoquer les communistes (c'est ce que les commanditaires fascistes espéraient absurdement, calculant une réponse violente du PC et, aussi absurdement, un coup de force armé de droite en réaction). Le meurtre de Lahaut pouvait en outre apparaître comme presque légitime, au moins dans le for intérieur de royalistes absolus, de milieux réactionnaires, voire modérés. Et être attribuable à bien des suspects. Mais tout ceci n'infirme pas grand-chose (les auteurs n'ont d'ailleurs pas cette intention). Il demeure vrai que Lahaut a été assassiné à cause de son cri (s'il ne l'a pas poussé le premier, ni seul, il l'a assumé au premier rang), même si l'on peut nuancer ce « à cause de », (les provocateurs voulaient tuer n'importe quel communiste, mais cette proie-là comme le montrent Verhoyen et Van Doorslaer, devint la plus « belle »).

Une objection (échappatoire...) plus juste naît encore. Le ralliement du Parti Communiste lui-même à l'instauration de la République en Belgique fut très tardif (quelques mois avant les élections de juin 1950), si l'on envisage que la Question royale a éclaté dès la libération de la Belgique en septembre 1944. On n'a guère entendu le cri « Vive la République ! » durant les journées d'insurrection (22 juillet-1^{er} août), où la classe ouvrière et le peuple wallon amenèrent Léopold III à abdiquer par leur sainte colère et leur violence légitime, directement héritées de la Résistance. Cette objection est à examiner. Mais l'interrogation à ce propos doit se joindre à une interrogation plus fon-

damentale : *qu'est-ce que la République ?*

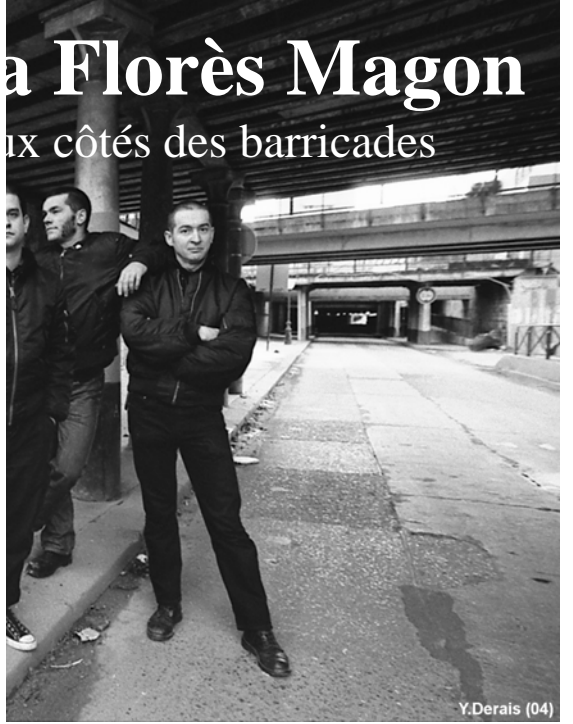
La République de Julien Lahaut, la République universelle, la République *ici*

Après tout la République peut être considérée comme un objectif bourgeois et il y a des républiques qui ne sont même pas démocratiques. Cette objection-ci, la dernière, est la plus fondamentale. Mais le cri de Lahaut n'est pas un cri en faveur simplement de l'instauration d'un régime républicain, il porte sur la République avec un grand R précédée d'un article défini qui la désigne comme unique. De la même manière qu'on dit « la Cité ». Cette République, Claude Nicolet nous dit dans *Histoire de l'idée républicaine en France* qu'elle a partie liée avec la Révolution. Cette République, les grands chefs révolutionnaires, après le 10 août (1792 : prise des Tuileries par le peuple de Paris), ne la proclamèrent que discrètement en septembre suivant. La victoire de Valmy, connue à Paris le 25 septembre, après le début du calendrier républicain et de la République le 1^{er} vendémiaire de l'an I (ou le 22 septembre 1792), et surtout après celle de Jemappes (6 novembre 1792), poussèrent les révolutionnaires jusqu'au bout de leur chemin par la mise en accusation, puis l'exécution de Louis XVI (21 janvier 1793). Mise à mort qu'on peut discuter (Jaurès le faisait), mais qui dans les formes de la Justice d'alors signifiait que le nouveau régime – plus qu'un régime – rompait radicalement avec le passé. Brûlait ses vaisseaux face à l'Europe. S'interdisait de faire machine arrière.

Jean Louvet remarque justement, en présence d'un Lahaut qu'il sort du royaume des ombres par la magie du théâtre, que, dans le deuxième grand soulèvement ouvrier wallon en 1960, on n'a plus crié « Vive la République ! », manière pour lui de dire que Lahaut a été oublié (*L'homme qui avait le soleil dans sa poche*, première en 1982).

Malgré toutes ces atteintes à la mémoire du cri de Julien Lahaut, ce qu'il a dit ne s'efface pas. L'œuvre de Louvet en témoigne paradoxalement.

mission de syndicalistes palestiniens, au financement de la location d'un bus pour des enfants de Cisjordanie, on a distribué des fonds aux commissions Migrations et Prisons de la CNT, bref, les causes ne manquent pas... Chaque année, en juin, on organise un gros festival, ça donne l'occasion de nous retrouver tous ensemble, de faire la



fête et d'envisager la suite. 3) Enfin, quand c'est nécessaire, on rappelle à l'extrême droite qu'elle ne peut pas occuper impunément le pavé.

DR : Cette scène musicale engagée : Elle évolue ? Elle s'amplifie ?

NP : La scène musicale engagée a toujours existé. Après l'âge d'or des années 83-92 (Crass et Conflict en Angleterre, Banda Bassotti en Italie, Kortatu au Pays Basque, Slime en Allemagne, les Bérus en France), il y a eu une sorte de traversée du désert jusqu'en 1997. Seuls quelques groupes anarchopunks maintenaient le flambeau de la révolte. Puis, nous avons assisté à l'essor fulgurant du ska, et nombreux sont les groupes devenus des pointures (Los Tres Puntos, Ya Basta) qui nous filent régulièrement des coups de main en jouant en soutien. Côté punk rock, tu retrouves deux tendances : le « punk à roulettes », souvent très bien joué, idéologiquement creux, et largement majoritaire ; et la scène engagée, numériquement moins importante. Mon sentiment est que dans nos

concerts, le public se renouvelle tout en se densifiant. On a un public moins looké, plus mixte. « Punk is dead » chantait CRASS dans les 80's en dénonçant la marchandisation de ce style musical, et de fait, la problématique reste toujours la même en fonction du prisme que tu adoptes : il s'agit, soit d'un produit de consommation, soit d'une contre-culture.

DR : Bon... à part la basse dans Brigada Florès Magon... tes passions, ta vie, tes coups de cœur ?

NP : J'ai déjà beaucoup parlé de ce qui constitue une grande part de ma vie d'aujourd'hui, à savoir la musique et le militantisme. Pour faire « bouillir la marmite », je suis prof de français et d'histoire dans un lycée professionnel de Seine-Saint-Denis. C'est un boulot que j'ai choisi et que j'aime, qui me permet d'aider des mômes issus de quartiers de relégation sociale. J'essaie de les sortir de leur bahut-caserne le plus souvent possible et de leur transmettre ma passion de la vie et ma révolte contre un système qui reproduit les inégalités. J'aime lire, tant du polar, du classique, de la BD, que de l'histoire. Mes auteurs préférés restent définitivement Genet et Camus. Mon dernier coup de cœur est sans conteste *La fabrique de la violence* du Scandinave Jan Guillou. Et au firmament, je placerais *Sans Patrie ni frontières* de Jan Valtin, un livre qui relate l'histoire d'un kominternien des années 1920 et 1930, qui avale tant de couleuvres... J'aime faire du sport, boxer, faire le con avec « ma famille-mon crew ». J'aime enfin et par-dessus tout voyager à travers le monde, partir le plus souvent et le plus loin possible, parfois seul, souvent avec ma copine, à la découverte d'autrui et à la redécouverte de moi-même.

DR : Être un des membres du groupe phare de la scène antifasciste européenne... Pas trop lourd à porter ?

NP : Le groupe phare, comme tu y vas ! On a déjà la grosse tête, alors n'en rajoute pas ! Il y a beaucoup d'excellents groupes antifascistes en Europe : Stage Bottles et Los Fastidios, les Oppressed, Opcio-K-95, et là, je ne parle que des groupes de street-punk... C'est vrai qu'on nous définit souvent comme un groupe antifasciste, anarchiste, autonome, qu'on nous propose régulièrement de

jouer lors de manifs qui barrent la route à des défilés néo-nazis... Tant mieux, j'en suis très fier et je souhaite que cela ne s'arrête jamais ! Après nous, viendront d'autres qui, mettant en accord le verbe et l'action, continueront à clamer que le fascisme, c'est la gangrène, qu'on l'élimine ou qu'on en crève !

DR : Brigada Florès Magon revendique ses racines prolétaires / ouvrières ?

NP : Makhno disait simplement : « Avec les oppresseurs, jamais. Avec les opprimés, toujours ! ». Ce n'est pas faire preuve de manichéisme que de constater que rien n'a vraiment changé, les barricades ont encore deux côtés, celui des possédants qui ont intérêt à ce que rien ne bouge, et celui des « sans », qui se font hélas de moins en moins entendre.

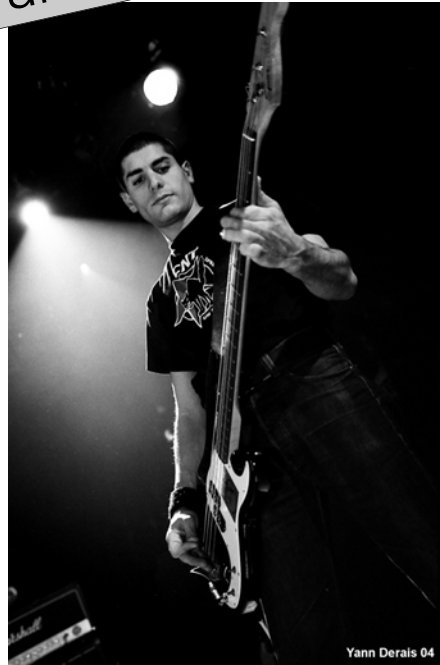
Dans nos sociétés, les riches sont de plus en plus riches, et la classe laborieuse, celle qui rassemble ouvriers et employés, perd sa conscience de classe. Nous savons et n'oublions pas d'où nous venons : mes grands-parents étaient des prolétaires italiens venus tenter leur chance dans les usines de France, mais nous savons surtout où nous voulons aller : vers un autre futur, égalitaire et libertaire, dégagé des scories capitalistes et autoritaires.

DR : Ton engagement politique ? Ta sensibilité ?

NP : Je suis profondément antiautoritaire, et absolument amoureux de la liberté, pas celle du capital bien entendu (« le renard libre dans le poulailler libre »), mais celle qui consiste à profiter pleinement de chaque jour passé sur cette Terre pour cultiver son jardin. Je milite à la CNT, une petite organisation anarcho-syndicaliste, qui, si elle ne se fourvoie pas dans l'imitation de la CFDT passée de l'autogestion à la collaboration avec le MEDEF, pourrait jouer un rôle important lors de prochains mouvements sociaux, notamment en tirant la barque très à gauche.

Propos recueillis par Sandro BAGUET – photos : Yann DERAIS

Le site de Brigada Florès Magon : <http://www.brigada.propagande.org/>



Yann Derails 04

Et bien voilà, Le Drapeau Rouge vous propose une interview rock'n'roll. Et pas n'importe quoi ! Nico Pâtre du groupe français Brigada Florès Magon ! Le bassiste de l'une des formations les plus militantes se livre. Découvrons ensemble les grands moments et les individus qui font vivre et qui animent la scène alternative, engagée, antifasciste et redskin européenne...

DR : Qu'est ce qui t'a poussé à faire du rock ?

NP : Pour répondre à cette question, il faut que je revienne sur mon parcours. J'ai 29 ans, cela fait une dizaine d'années que j'évolue dans la mouvance antifasciste radicale, c'est celle-ci qui m'a amené progressivement vers le rock'n'roll.

Lycéen au début des années 90, la montée de l'extrême droite et notamment du FN, me préoccupait fortement. Bien qu'issu d'une famille communiste, j'ai d'abord été un compagnon de route des sociaux-démocrates avant de comprendre que c'était la politique antisociale menée par ces mêmes individus qui favorisait la montée de la peste brune. Étudiant en Sciences Po à Toulouse, j'ai rejoint l'Agat-Unef (l'Association Générale des Étudiants Toulousains), dont la ligne locale était bien plus dure que celle impulsée à Paris. J'ai été élu étudiant pendant deux ans, avant d'être exclu pour « gauchisme » avec tout le groupe toulousain, lors d'un congrès. Parallèlement, je militais aux JRE,

« Jeunes contre le Racisme en Europe », un groupe antiraciste révolutionnaire, plutôt trotskiste à l'échelon national, mais tenu par des maoïstes « soft » dans notre ville du sud. C'est là que j'ai embrassé une culture que je n'ai plus quittée depuis, la culture punk-rock/redskin. Avec quelques copains, outre le soutien aux sans-papiers, la rédaction et la diffusion de nombreuses brochures sur l'extrême droite, les projections, tables de presse et multiples manifs, nous avons entrepris de disputer physiquement la rue, les universités et les salles de concerts aux fachos. Le reste coule de source, et correspond à une implication croissante dans la musique engagée, et notamment le punk rock, vecteur de diffusion de nos idées.

Je me suis installé à Paris en 1998, j'ai adhéré à la CNT, rencontré la Brigada Flores Magon et créé avec Victor, le guitariste de l'époque, un fanzine redskin nommé « Barricata ». En quelques années, nous avons organisé des tas de concerts de soutien. Fanzine, programmation de concerts, rencontres internationales, tables de presse un peu partout, il ne manquait plus qu'une corde à mon arc, apprendre à jouer d'un instrument et monter sur scène. Cela s'est fait grâce à Fred Alpi et à Géraldine-Kochise, deux personnes qui m'ont transmis leur passion et ont usé de leur temps pour m'enseigner les rudiments de cet autre langage. Je leur sais gré de m'avoir donné une soif inextinguible de jouer. Suite à des modifications de line-up, je me suis retrouvé bassiste du groupe Alpi, puis de la Brigada.

DR : Tu es impliqué dans la mouvance RASH (Red & Anarchist SkinHeads). C'est quoi ça ?

NP : Je te donne la définition officielle, celle qu'on a rédigée il y a quelques années : « Le RASH est un réseau international et internationaliste de skins radicalement antifascistes, antisexistes et anticapitalistes. Composé de militants libertaires ou communistes critiques, organisés et non organisés, il rassemble quelques milliers d'individus à travers le monde. Il existe sous forme de sections au Mexique, en Colombie, au Chili, aux États-Unis, au Canada, en Indonésie, en Russie, en Italie, en Espagne, en Allemagne, au Portugal, en France, etc. Constitué au milieu des années 90 pour rassembler tous les "redskins" et lutter plus efficacement contre la gangrène

raciste dans la rue, dans les stades, dans les facultés, en concert ou sur les lieux de travail, le RASH a progressivement élargi ses champs de lutte (soutien aux prisonniers, aux travailleurs, aux luttes de libération) et participe aujourd'hui à la constitution d'une contre-culture alternative, combative et solidaire. Ses principaux moyens d'expression sont la



musique et le fanzinat mais aussi la photographie et le dessin. Par son travail, de fait, il tend à conscientiser ou à reconscientiser une partie de la jeunesse populaire ».

DR : Vos actions sur Paris ?

NP : Concrètement, elles portent sur trois plans. 1) Tout d'abord, on rédige un fanzine, Barricata, qui existe depuis six ans et qu'on diffuse le plus massivement possible. Dans ce fanzine, on parle de tout ce qui nous tient à cœur, donc de politique et de musique. Travail d'information sur l'extrême droite, relais des mobilisations internationales, dénonciation de l'univers carcéral, entretiens avec des groupes de musique engagés, avec des sociologues, des écrivains, etc. C'est un journal qu'on peut trouver sur toutes nos tables de presse. 2) Ensuite, on organise près d'un concert par mois, et on utilise les bénéfices pour payer les frais d'avocats et les amendes des antifascistes radicaux qui sont condamnés ici et ailleurs. Au cours des derniers mois, on a participé au paiement de billets d'avion d'une

lien Lahaut

Je n'affirme pas que ces souvenirs soient prépondérants. En juin 2001, le journal *Le Monde* commémora la « grève des 100.000 » de juin 1941 dans le Nord comme « un des gestes les plus spectaculaires de la Résistance française ». Alors que nos journaux n'avaient rien songé à dire d'un événement identique, qui le précéda en mai 1941, à Liège, sous la conduite de Julien Lahaut. Par conséquent, si la mémoire de Lahaut n'est pas ho-

norée, c'est en raison d'un manque de cohérence, de volonté, de travail de la Wallonie, une Wallonie traversant mille difficultés et que ses grands élus – sur ce chapitre en quelque sorte moral, comme sur d'autres – n'ont pas encore assumée. Tant de choses nous menacent de mort qu'il ne faut pas oublier la leçon d'Hannah Arendt : « Le domaine public, reposant sur l'action et la parole, ne perd jamais son caractère fragile et potentiel. Ce qui sape et finit par tuer les communautés politiques, c'est la perte de puissance et l'impuissance finale » (J.-C. Eslin, Hannah Arendt, *L'obligée du*

monde, Michalon, Paris, 1996). Si nous oublions le cri de Lahaut, c'est cette impuissance qui nous gagnera, la Wallonie ne sera bientôt plus qu'une Cité morte dont, comme dans les écrits lugubres, les historiens disent qu'on oublia « jusqu'à son nom ». À cause de l'exigence morale profonde que l'histoire d'un peuple soit assumée jusqu'au bout, le cri de Lahaut n'est pas derrière nous, mais devant nous. Ici aussi, il faut, comme n'importe où, que la République importe. Et « vive ».

José FONTAINE



UN GRAND MILITANT REVOLUTIONNAIRE

Fils d'un ouvrier sidérurgiste et militant socialiste, licencié des usines Cockerill pour ses activités politiques, Julien Lahaut naît à Seraing le 6 septembre 1884. Un enfant d'ouvrier sérésien avait alors son avenir tout tracé. C'est ainsi que Julien Lahaut entre aux usines Cockerill dès l'adolescence. Très vite, le jeune homme comprend que la société dans laquelle il vit a besoin d'un sérieux changement. En 1905, il fonde avec Joseph Bondas, son aîné de trois ans, futur président de la FGTB, le syndicat des métallurgistes de Seraing qui prend bientôt le nom de *Relève-toi*. Lahaut en devient le permanent en 1908 et prend part aux luttes de l'époque comme celle pour la conquête du suffrage universel. En 1914, il est engagé volontaire dans la même unité que Marcel Thiry. A son retour, Lahaut reprend ses activités syndicales. Mais les temps ont changé : le POB est au pouvoir et la révolution russe a bouleversé, de manière durable, la face du monde. C'est dans ce contexte qu'en 1921 Julien est amené à diriger une grève de plus de neuf mois aux usines d'Ougrée-Marihaye. Face à l'intransigeance du patron, la Fédération des métallurgistes cherche le compromis tandis que les travailleurs et Lahaut poursuivent la lutte, l'étendant même aux mineurs. Finalement, la grève échoue. Lahaut, qui s'est toujours rangé à l'avis des travailleurs malgré les injonctions de ses dirigeants, est exclu du syndicat et, peu après, du parti ouvrier. Mais il garde la confiance de la base qui va jusqu'à se désaffilier en masse du syndicat. Cette grève est le creuset de la personnalité politique de Lahaut. Avec ces travailleurs, il transforme le *Comité de Grève* en *Comité de Défense Syndicale*, section locale des *Chevaliers du Travail* qui adhèrent eux-mêmes à l'*Internationale Syndicale Rouge* (communiste). A l'occasion du procès du « grand complot » engagé contre le jeune Parti communiste, Julien adhère au communisme.

A partir du milieu des années 20, le centre de l'activité des *Lahautistes*, pour reprendre le terme qui apparaît déjà, sera le théâtre de Seraing, 32 rue Papillon. Personnalité publique sans conteste très populaire, Lahaut est élu conseiller communal dès 1926 et député en 1932. Il le restera jusqu'à sa mort. Après avoir lutté contre la montée fasciste et aidé l'Espagne républicaine, on le retrouve à la tête de la « Grève des 100.000 » au printemps 1941. Il y joue un rôle important, mandaté en tant qu'échevin faisant fonction par le collège de Seraing pour relayer les revendications ouvrières auprès des secrétaires généraux.

A 57 ans, après avoir déjà connu souvent les prisons belges, Lahaut va subir les bagnes hitlériens. Arrêté lors de l'opération *Sonnenwende* le 22 juin 1941, il est conduit à la forteresse de Huy, avant d'être déporté à Neuengamme puis transféré comme condamné à mort à Mauthausen. Malgré son âge et ses forces qui déclinent, il continue à résister et à soutenir le moral des autres prisonniers. On dira de lui qu'il « était un homme qui portait le soleil dans sa poche et en donnait un morceau à chacun ». Dès son retour en Belgique, il reprend son activité politique après une courte hospitalisation.

Nommé président d'honneur du PCB en 1946, Lahaut redevient le tribun infatigable et échevin de Seraing en 1946. Mais la Guerre froide commence... Il se lance dans le combat contre le retour de Léopold III, comme l'ensemble des forces ouvrières et populaires. Le jour de la prestation de serment du prince Baudouin, le cri « Vive la République » retentit. Encore aujourd'hui, ce cri médiatise Julien Lahaut qui ne l'a pourtant pas prononcé, même si le PC lui attribue la formule dès avant sa mort. De plus, la revendication républicaine n'est qu'un épisode très court de la dernière phase de la question royale. Assassiné le 18 août 1950 par des tueurs qui resteront « inconnus » et impunis, ses funérailles trois jours plus tard seront l'occasion d'un grand hommage de la classe ouvrière.

Le souvenir se développe autour des deux images alternantes : le portrait « officiel » et le tribun en bras de chemise. Le mythe occulte sans doute largement l'ampleur de la vie et de l'action politique et syndicale de ce grand militant révolutionnaire.

Julien DOHET

Pour Julien Lahaut - Po Julyin Lahaut

Un jour,
quelque part,
on vissait une couronne sur la tête d' un roi

(soudain,
quelqu'un se lève
et crie quelque chose comme: Vive la république.
un peu plus tard,
deux personnes entrent chez celui
qui n'avait pas su braire avec les moutons
qui n'avait pas su se taire avec les muets
deux personnes entrent dans sa maison
- deux personnes dont jamais on ne connaîtra le
visage -
et déchargent leurs
fusils

et abattent
le nommé Julien Lahaut
qui
tout
à
coup
mord
le soleil.
depuis
on a remis du jaune
sur la couronne éclaboussée
de rouge du roi
on a jeté du mortier
sur les mauvaises herbes
et de la chaux
dans les livres)

les moutons bêlent
les muets se taisent
blanches blanches pages
de quoi parlez-vous?

On djoû,
ene sawouce,
on vistrêve ene corone sol cabu d'on rwè

(a on momint
gn a ene sakî k' s' astampe
et criyî ene sacwè
insi : Vive li republike.
on pô pus târd
gn a deus djins k' mousnut amon l' cia
ki n' aveut seu braire avou les bedots
ki n' s' aveut seu taire avou les moyas
gn a deus djins k' mousnut e s' mâjhon
- deus djins k' on n' conoxhrè mây leu vizadje -
et distcherdjî leus
fiziks

et mascârder
l' lomé Julyin Lahaut
ki
tot
d' on
côp
hagne
li solea.
dispoy adon
on-z a rmetou do djaene
sol corone sitritcheye
di rodje dâ rwè
on-z a rtapé
do mwartî
so les crouwâds
et del tchâss
dins les lives)

les bedots braiynut
les moyas s' taijhnut
blankès blankès pådjes
di cwè câzoz?

Lorint HENDSCHEL

extrait de *Cénk pititès ôdes* (Cinq petites odes), Les Cahiers lllons, avril 1992.



Wilchar nous a quittés

Nous venons d'apprendre que Willem Pauwels, mieux connu sous son nom d'artiste Wilchar, est décédé ce 28 juin 2005.

Né à Saint-Gilles, en 1910, Wilchar appartient à l'histoire du Parti communiste belge.

C'est dès 1933 qu'il commença à créer des affiches pour le parti et de dévouer son talent à organiser des réseaux d'activisme intellectuel et artistique. Fait prisonnier pendant l'occupation il n'a jamais cessé d'être un grand résistant.

A 85 ans, il confiait à une journaliste du *Soir*: « J'ai milité avec la vigueur de ceux que les conditions sociales écoeuraient. Aujourd'hui, le combat n'est toujours pas fini : les inégalités sont encore là. ».

Nous reviendrons sur sa vie et son œuvre dans notre prochaine édition.

Le Drapeau Rouge poursuit sa contribution à l'effort de mémoire en relation avec la résistance antinazie. Vous lirez ci-dessous la première partie du témoignage d'une militante communiste de très longue date, consacrée aux années de son enfance, dans l'immédiate avant-guerre.

DE LA POLOGNE A LA BELGIQUE DES ANNÉES 30

C'est en Pologne que mon père et ma mère sont nés peu avant la Première Guerre mondiale. Papa était le 6^{ème} d'une famille de 12 enfants. Mon grand-père élevait des chevaux, pas les siens, car il n'en avait pas les moyens, mais il travaillait à la ferme pour un patron. Ma grand-mère, quant à elle, vendait les produits de la ferme, mais elle s'occupait surtout des ses neuf enfants, trois étant morts en bas âge.

Maman était la 3^{ème} d'une famille de quatre. Mon grand-père est mort avant la Première Guerre, le « petit frère » de maman venait de naître. Ma grand-mère était cuisinière, et quelle cuisinière ! Je me régale encore des plats qu'elle préparait quand elle est venue en Belgique.

Très jeunes, mes parents sont arrivés en Belgique. Lui, Jacques, avait à peine 17 ans. Elle, Rosa, n'en avait que 15. Ils ne se connaissaient pas, venant de villes différentes.

C'est en 1929 qu'ils se sont rencontrés, dans un club de sport qui rassemblait des jeunes juifs venant de Pologne et de Russie, ayant pour la plupart fui l'antisémitisme sévissant dans leur pays. Tous ces jeunes avaient un idéal. Celui de la justice, de la fraternité, de l'égalité. Ils avaient déjà, chez eux, milité dans des mouvements de jeunesse de gauche. Arrivés en Belgique, ils ont continué, dans leur club de sport. Pour eux, l'Union soviétique et la Révolution d'Octobre étaient un but de leur vie, quelque chose de très fort, quelque chose qui allait, bien des années plus tard, leur dicter la voie à suivre pour défendre les opprimés.

Rosa et Jacques se mirent en ménage en 1930. Il avait 20 ans, elle 17. Un tout jeune couple qui avait le même métier, la même passion pour le sport, les mêmes aspirations, former une famille plus tard, quand ils auraient assez travaillé pour pouvoir la fonder. Mais, en ce temps-là, on ne contrôlait pas les naissances comme aujourd'hui et très vite Rosa s'est retrouvée enceinte. Ils se marièrent en novembre 1931 et, en février, je suis arrivée par une journée

froide et enneigée.

La vie était très difficile en 1932. On sortait d'une grave crise monétaire aux Etats-Unis. Et cela avait des répercussions en Europe. C'est sans aucun doute la raison pour laquelle mes parents étaient sans travail depuis de longues semaines. Et, le jour de ma naissance, mon père a recommencé à travailler. Pour lui, bien qu'il aurait voulu être près de maman à la maternité, c'était une chance de retravailler.

A la maternité, quand l'infirmière a annoncé à maman qu'elle avait une fille, elle lui dit que c'était impossible, car elle voulait un garçon, et d'ailleurs aucun nom n'avait été prévu pour une fille. Aussi, quand il a été question de trouver un nom de fille commençant par « Z », d'après le prénom de mon grand-père paternel, l'infirmière a proposé Zoé. Heureusement pour moi, car cela aurait pu être Zénobie, ou autre chose d'aussi laid. Voilà pourquoi j'ai reçu ce nom qui durant longtemps m'a agacé. Pourtant, bien des années après, j'ai appris qu'en grec cela voulait dire « la vie ». Mais cela est une autre histoire.

Mes parents cherchaient du travail, car dans les années '30, la situation des ouvriers était très mauvaise. La crise aux Etats-Unis avait de très graves répercussions en Europe. Du travail, il n'y en avait pas pour tout le monde. De plus, quand on était étranger, il était encore plus difficile de trouver un emploi. Mais jamais nous n'avons eu faim, jamais nous n'avons été vraiment pauvres. Car papa et maman trouvaient toujours un peu de travail dans leur métier, la couture. Ils travaillaient dur, 10 à 12 heures par jour et cela tous les jours de la semaine. Pourtant, deux choses étaient essentielles : la gymnastique et le foot. Mon père était gardien de but dans une équipe qui s'appelait *Unité*. Elle rassemblait des jeunes hommes venus de Pologne. Tous étaient juifs et, pour la plupart, de jeunes célibataires. Maman, elle, pratiquait la gym une fois par semaine et j'étais de la partie. Je crois me souvenir que j'adorais ça d'autant plus que je retrouvais là des copains avec qui je m'amusais bien.

1936, année olympique. C'est à Berlin que cela devait se passer. Berlin, donc l'Allemagne d'Adolf Hitler, celui qui allait décider que tous les juifs devaient

être exterminés. Déjà, dans son pays, la chasse aux communistes et aux juifs avait commencé. Les magasins juifs étaient saccagés, les murs et les vitrines chaulés de l'étoile à six pointes et du mot « Jude ». Nombreux furent les juifs allemands qui durent quitter leur pays, beaucoup d'hommes célèbres sont partis : des scientifiques, des écrivains, des musiciens, etc. Certains émigrèrent en Belgique, d'autres partirent beaucoup plus loin, aux Etats-Unis notamment. Quant aux communistes, ils étaient recherchés et incarcérés à Dachau qui fut le premier camp de concentration, s'ils n'étaient pas fusillés.

Donc, 1936, les JO à Berlin. Dans les milieux de gauche, on n'admettait pas que des sportifs aillent chez Hitler. Aussi, il fut décidé de faire des « contre JO » à Barcelone. Et voilà qu'un jour, je vois mon père prêt à partir, sa valise à la main. Quel choc, même si je n'avais que quatre ans : me séparer de celui qui déjà était mon « idole » était impensable. Malgré mes pleurs, les cris, papa partit avec son équipe de foot en Espagne. Un drôle de surprise attendait les sportifs. La guerre civile venait de commencer.

Après quelques semaines, mon papa est revenu. Les copains de l'équipe de foot avaient estimé que ce jeune père de famille, le seul de la bande à avoir un enfant, ne devait pas risquer sa vie dans ce combat. Quelques années plus tard, il s'est à nouveau impliqué dans la lutte pour la liberté. Je me souviens des enfants espagnols réfugiés qui arrivaient. Il y en avait deux près de chez moi avec lesquels je jouais.

C'est aussi à cette époque, 1938, que mes parents ainsi que les jeunes frère et soeur de mon père, eux aussi communistes, reçurent un avis d'expulsion de Belgique. Il faut savoir qu'être étranger, et militant communiste de surcroît, ne pouvait se concevoir. Je ne sais pourquoi, mais je pense que c'est grâce au fait d'avoir un jeune enfant, que mes parents n'ont pas eu de suite, mais les autres sont partis à Paris.

Tout doucement, la vie suivait son cours, jusqu'au 10 mai 1940...

Zoé BLUSZTEJN

A suivre: les années de guerre

Ratzinger et nous.....

sant d'une institution comme le marché qui au nom de la liberté et du libre consentement des parties est capable de liquider toute autre institution humaine, à l'exception de l'Etat capitaliste, son complément indispensable.

Toute identité politique, toute position prise en politique est fondée sur ce noyau irréductible d'intolérance et d'affirmation dogmatique. Sans cette intolérance nucléaire on renonce à l'action linguistique performative, à la création institutionnelle, à la capacité constituante. Le célibat des prêtres et des nonnes, la croyance en la virginité de Marie ou la « nécessité et l'éternité de l'enfer » forment avec de nombreuses autres pratiques et croyances l'identité propre de l'Eglise catholique. Renoncer à ces principes, si absurdes puissent-ils sembler de l'extérieur, reviendrait pour l'Eglise à se transformer en une secte New Age syncrétique et libérale...

Pour une gauche comme celle que nous connaissons aujourd'hui en Europe, qui a renoncé à son identité propre et accepte avec tous leurs corollaires les principes de l'économie de marché, il est difficile ne fût-ce que d'envisager la possibilité d'une position ou d'une action politique en dehors du consensus libéral permissif qui inclut l'imposition inconditionnelle du marché. Toute prétention allant dans ce sens est tenue pour dictatoriale, voire totalitaire. Il ne reste ainsi à la gauche qu'à se saouler des différents cocktails de correction politique, entre le rouge (du socialisme), le mauve (du féminisme) et le vert (de l'écologisme) ou même l'arc-en-ciel des gays en incluant bien sûr, comme facteur commun, le culte des droits de l'homme qui est indissociable des dévotions du marché. Cette gauche devient ainsi le sujet subalterne du régime néo-libéral qui promet tout ce qui est "progressiste" et va dans le sens des "Lumières", à condition de ne pas toucher au noyau d'intolérance du capitalisme qui n'est autre que la liberté du marché. Pour sortir de cette triste condition, elle devrait retrouver le sens de la rupture, de l'intransigeance, en l'occurrence, de cette dictature évanescence qui ne fonde aucun Etat qui est la dictature du prolétariat.

John BROWN

Appel des élus locaux de l'Union européenne

Lors d'une rencontre organisée au Parlement européen le 3 mars dernier, il a été décidé de créer un réseau européen d'élus progressistes. Il s'agit d'inscrire dans la durée un partenariat entre les députés du groupe GUE et les élus locaux progressistes européens. Ce réseau a pour vocation d'être souple, d'accueillir tous les élus qui se reconnaissent dans une Europe fondée sur les valeurs de justice sociale, de solidarité, de paix et de coopération.

Une première initiative du réseau est de rendre un appel commun d'élus s'opposant au projet de traité constitutionnel et à la directive Bolkestein, et agissant pour une Europe de progrès pour tous. Vous trouverez ci-dessous cet appel qui a été validé par Francis Wurtz président du groupe GUE/NGL. La Belgique était représentée par Pierre Beauvois, président du PC, Malika El Bourezgui et Robert Tangre, respectivement élus communaux communistes à Charleroi et Courcelles sur les listes ECOLO et UCPW.

Elus locaux de l'Union européenne, qui compte 25 pays et 450 millions d'habitants, nous sommes différents par notre histoire, notre culture, et notre langue. Mais nous avons en commun d'être des élus européens, des élus locaux parmi les plus proches des habitants. Nous sommes des élus progres-

sistes. Nous voulons des changements profonds dans cette Europe qui considère « le pouvoir discrétionnaire des autorités locales » comme un verrou à faire sauter, coûte que coûte.

Ainsi, nous sommes des empêchements de tourner en rond de l'Europe libérale, qui veut institutionnaliser le dumping social.

Nous rejetons le projet de directive Bolkestein, et plus généralement toute disposition qui démantèle le modèle social européen. Nous sommes particulièrement attachés aux services publics de nos pays, au développement de nos territoires, à la diversité de nos démocraties locales.

Nous savons que l'intervention politique, que l'irruption des citoyens sont indispensables pour améliorer le quotidien et l'avenir de nos villes et nos villages, de nos provinces et nos régions, pour que l'Europe dans le monde soit un espace de progrès social, de démocratie, de développement durable, de coopération et de paix et pèse de tout son poids en faveur d'un monde plus juste, plus solidaire, plus démocratique, un monde de paix.

Or le projet de constitution européenne qui nous est soumis aujourd'hui, dans la droite ligne des politiques de régression sociale, aggraverait la situation actuelle, ferait de la

« concurrence libre et non faussée » la « loi fondamentale » durable de l'Europe.

Ce n'est pas l'avenir que nous voulons. Avec les populations de nos collectivités locales, nous aspirons à une Europe de coopération et non de mise en concurrence.

Elus locaux progressistes, en coopération avec les eurodéputés de la gauche unitaire (GUE/NGL), nous voulons bousculer les rapports de forces, ouvrir les perspectives d'une rupture avec le libéralisme.

Aujourd'hui, c'est en faisant triompher le NON au traité constitutionnel.

10 peuples sur 25 ont à se prononcer par référendum. Si le NON passe dans un Etat membre, ce sera une victoire pour tous les peuples d'Europe et un formidable encouragement pour toutes les forces progressistes. Cela ouvrira la possibilité de construire ensemble l'Europe que nous voulons.

Pour être utile et bâtir cette Europe de progrès social et de paix, nous avons créé un réseau européen d'élus progressistes. Agir ensemble contre la Constitution et pour une Europe où il n'y aurait plus de place pour une « directive Bolkestein », faire triompher le NON en est le premier acte.

D'autres étapes suivront.

La faute aux travailleurs...

Qui disait que le capitalisme, au travers de son expression ultra-libérale, c'était la panacée qui allait sauver la planète et le genre humain ? Le monde politique en est arrivé à un tel point de démission qu'il en vient à trouver naturel d'abdiquer son pouvoir en faveur de potentats qui n'ont jamais été élus. Et qui croient ne devoir rendre de comptes à personne. Deux mille salariés licenciés ? Ben oui, c'est fatal, dommage et tout, mais c'est la dure loi du marché.

On en vient même à se dire que, si une entreprise ne raque pas assez de profits, c'est la faute aux travailleurs. Et malheur à celui qui ose lancer le début d'intention de soupçon d'insinuation sur l'honnêteté et la compétence des PDG et autres CEO ! Hors, la réalité rattrape toujours les belles histoires et les contes pour petits épargnants naïfs.

Il y eut déjà le scandale Enron : les patrons ont piqué dans la caisse pour permettre aux employés et aux épargnants de boucher les trous dans le coffre. Entre parenthèses, Enron pratiquait à tour de bras le système des pensions privées, avec le résultat que les futurs retraités se sont retrouvés sans un rond de carotte.

La galerie des vedettes de la pourriture s'agrandit à la vitesse d'un lièvre frappé de turista. Bernard Ebbers, fondateur de WorldCom, va se ramasser 85 ans de réclusion – il en a 63, ce qui reporte sa libération le jour de son 148^{ème} anniversaire ! Dennis Kozlowski et Mark Swartz, de Tyco International, risquent de finir leurs tristes existences à l'ombre. Contre John Rigas (Adelphia Communications), le procureur a réclamé 215 années de prison !

Point commun entre ces messieurs d'une impeccable honnêteté : ils ont falsifié les comptes, transformant des pertes en bénéfices (seulement dans les livres, hélas !), se sont attribués des salaires écoeurants et ménagés des parachutes en or en cas de licenciement. Et accessoirement, ces bonshommes ont sur la conscience le malheur de milliers de familles, des centaines de suicides d'employés qui ne surmontèrent jamais le fait d'avoir été jetés alors qu'ils n'avaient rien à se reprocher, côté boulot. Et leur conception du rêve américain s'arrête exactement à la porte du paradis fiscal où ils ont planqué le fric volé.

Le bon Belge est un Belge qui paie ses impôts ailleurs

Tout le monde n'est pas obligé de savoir où se trouve Laeken ; il suffit de connaître son plus célèbre citoyen. C'est le fils d'un sympathisant de l'ordre nouveau, vaguement collabo à partir de 1940 ; c'est l'arrière-petit-neveu d'un génocidaire, piller des richesses du Congo ; et son arrière-arrière-grand-oncle était un noble ruiné qui mourut extraordinairement riche, sans doute grâce à ses immenses talents, après avoir fait tirer sur des travailleurs se révoltant contre les ignobles conditions de travail.

Bref, avec un tel atavisme, nul ne s'étonnera qu'Albert II ait la fibre patriotique plutôt aléatoire. Sa Majesté n'aime pas les manifestations patriotiques. Rendre hommage à ceux qui ont défendu le pays – et accessoirement ont sauvé le boulot de la famille de Saxe-Cobourg –, pouah ! Pas une tête couronnée à la cérémonie du souvenir de 2.000 soldats américains tombés lors de l'offensive des Ardennes. C'est déjà une indication.

En revanche, Sa Majesté s'empresse d'inaugurer une usine d'Umicore (l'ancienne Union Minière) en Chine, qui va produire des accumulateurs, fabriqués autrefois en Belgique (le pays de Sa Majesté, vous vous souvenez ?). Bien sûr, pas un fifrelin de bénéfice ne reviendra chez nous, pas un radis pour le fisc belge. En contrepartie, nous aurons le droit de payer les indemnités de chômage aux ouvriers belges qui ne trouveront plus d'emploi.

Le fiston de Sa Majesté s'est précipité pour féliciter une tennismen d'origine belge, installée à Monaco dans l'intention affichée d'échapper à l'impôt belge. Le même rejeton a rencontré le dessinateur Jacques Martin, travailleur volontaire en Allemagne pendant la guerre, domicilié en Suisse (où il perçoit une pension, alors qu'il ramasse des milliers d'euros annuels de droits d'auteur) pour échapper à l'impôt, mais vivant en Brabant wallon et crachant tout son mépris des Belges et de la Belgique dans des interviews à des journaux suisses.

Ce ne sont là que quelques exemples. Mais si vous payez vos impôts en Belgique, vous savez ce qu'il vous reste à faire si vous voulez être bien avec le citoyen le plus célèbre de Laeken.

Alain DE KUYSSCHE

Une année déjà !

Inutile de le souligner, en regardant la modestie de nos pages et une régularité pas toujours bien respectée, vous aviez compris qu'il ne fut pas très facile de tenir la route.

Cela dit, nous sommes toujours là, et ce, fondamentalement grâce à vous, à votre compréhension, à vos abonnements. Nous vous disons alors, merci, grand merci.

Le DR vivra !"

A Charleroi, le PC reconduit son partenariat électoral avec Ecolo

La section de Charleroi du parti s'est réunie le 14 juin pour examiner la proposition d'Ecolo-Charleroi de reconduire la liste de l'alliance déjà proposée aux électeurs lors du précédent scrutin communal. On sait que, à mi-législature, nos deux camarades Malika El-Bourezghi et Jacques Coupeux ont été appelés à siéger au conseil. Ils le font, de l'avis général, avec brio, efficacité et ouverture d'esprit.

Si, voici cinq ans, l'accord entre les deux formations - et d'autres candidats d'ouverture - était intervenu un peu tardivement pour en peaufiner tous les termes, il n'en ira pas de même cette fois-ci.

Actant la bonne entente qui règne dans le groupe, le sain esprit de collaboration qui l'anime, la section Ecolo nous a demandé de confirmer au plus vite notre souhait de poursuivre l'expérience. Lors de notre débat interne, nos deux élus ont fait valoir notamment la totale liberté de manœuvre dont ils disposent, tant en ce qui concerne les thèmes que le contenu de leurs interventions.

D'autre part, comme à La Louvière, nous nous trouvons en face d'un PS omnipotent et du risque d'une nouvelle montée en puissance de l'extrême droite. Il faut donner de l'air à la politique. Il y a urgence de relancer le débat sur les enjeux municipaux et autres avec le plus grand nombre des citoyens. Pour cela, il s'agira de mener une campagne dans la durée. D'ouvrir aussi la liste aux syndicalistes, aux associations, au mouvement altermondialiste.

Le principe d'une liste commune, où les candidats communistes apparaîtront es qualité, a donc été accepté à l'unanimité.

Nous y reviendrons.

Pourquoi les communistes louviérois se présenteront sur la liste Ecolo aux élections communales de 2006 ?

A l'unanimité moins une abstention, les communistes de La Louvière ont décidé de répondre positivement à la proposition de la locale d'Ecolo de présenter, dans le cadre d'un accord entre les deux partis, des candidats communistes sur la liste Ecolo. Après plusieurs réunions, il s'est avéré que cette formule, qui garantit aux PC la possibilité d'assurer une bonne visibilité, était la meilleure possible pour proposer aux louviéroises et aux louviérois une alternative de gauche à la politique d'un parti socialiste largement hégémonique dans l'entité et aussi pour contrer une forte poussée de l'extrême droite.

Lors d'une conférence de presse fort bien relayée par les médias régionaux, les quatre premiers candidats de la liste ont été présentés. Les deux premières places sont occupées par les deux conseillers verts sortants ; les troisième et quatrième places sont occupées respectivement par nos camarades Jean-Pierre Michiels (53 ans, secrétaire politique de la Fédération du Centre) et Valérie Watillon (29 ans, nouvelle secrétaire de la section de La Louvière du PC).

De commun accord, écolos et communistes entendent élargir la liste à d'autres candidats d'ouvertures : sympathisants des deux partis, syndicalistes, associatifs, ... à toutes celles et ceux qui souhaitent un autre projet de ville pour La Louvière et qui s'articulerait autour de la qualité de la vie, de la démocratie participative et de l'emploi. L'ensemble du programme se complètera grâce aux apports spécifiques des deux partis, des futurs candidats d'ouverture et aussi au travers de rencontres/forums qui seront organisées dès la rentrée.

Beaucoup d'enthousiasme anime les camarades de la section du PC qui, n'en doutons pas, mettront beaucoup de cœur et d'énergie pour assurer la réussite de cette initiative.

Ratzinger et nous : entre intolérance et liberté

"Le marxisme est tout-puissant parce qu'il est vrai", Lénine

La nomination du Cardinal Ratzinger comme nouveau pape sous le nom de Benoît XVI effarouche beaucoup de progressistes catholiques et non catholiques. On lui reproche son conservatisme farouche en matière de théologie et son incapacité à s'adapter à la société et aux temps nouveaux. Ce scandale nous montre clairement notre propre incapacité à accepter une orthodoxie : ce qui aujourd'hui fait problème n'est même pas de la partager avec ceux qui en font profession, mais de permettre tout simplement à quelqu'un de s'en réclamer. Dans une société fondée sur la permissivité générale, où toute conduite fondée sur le libre consentement, de préférence dans le cadre d'un contrat mercantile, est licite, il est « archaïque », voire « réactionnaire » que quelqu'un affirme un dogme ainsi que la série d'interdits qui en dérive. Ratzinger avait dit avant d'être nommé pape que nous vivons dans une dictature paradoxale, une dictature qui n'impose rien et qui n'interdit rien : celle du relativisme généralisé. Il n'y a qu'une seule chose qui, sans être interdite, mérite la réprobation dans l'ordre social actuel : affirmer quelque chose d'une manière absolue, croire qu'on est dans la vrai et agir en conséquence.

La conduite et la pensée « politiquement correctes » doivent toujours appliquer à elles-mêmes une certaine dose de relativité, laisser un espace pour des « récits » différents qui expriment d'autres identités que la nôtre. Sur fond de consensus universel autour de quelques rares certitudes tellement fondamentales qu'elles demeurent de l'ordre du non-dit et qui portent sur l'intangibilité de l'économie de marché et de sa vérité propre ou sur la nécessité d'orienter l'action tant individuelle que collective vers la préservation indéfinie de la vie en l'immunisant face à la douleur, la violence et la mort, la société capitaliste de l'ère néolibérale tolère tout ce qui peut faire l'objet d'une demande libre et, si possible, solvable. Toute action, si criminelle soit-elle, peut s'intégrer dans un calcul économique qui tient compte du risque de la répression pour qui choisit de s'y engager. Il est possible, en intégrant ce risque de détourner des fonds publics, de corrompre des fonctionnaires, de pratiquer la pédophilie, la zoophilie ou la nécrophilie ou même de conclure sur Internet des contrats portant sur des pratiques de cannibalisme consenti, comme il est possible d'envahir un Etat souverain, de le détruire et d'en assassiner un grand nombre d'habitants tout en bénéficiant de la compréhension active ou passive du reste des pays et de la monstrueuse inaction de l'opinion publique « pacifiste ». Tout ceci dans le respect le plus strict du « récit » et des arguments des criminels qui « ont sûrement des bonnes raisons pour agir de la sorte ».

Dans un marché - nos sociétés tendent à n'être rien d'autre, puisque le programme de la révolution néolibérale est de transformer le monde entier en une société de propriétaires qui échangent des marchandises entre eux - la seule valeur, le seul principe qui compte est la volonté des parties contractantes. Ceci veut dire que toute restriction à la volonté des parties imposée par des institutions différentes du marché constitue un obstacle intolérable à son libre fonctionnement. Le distancement de Ratzinger face à cette logique lorsqu'il énonce toute une série de tabous concernant les homosexuels ou les femmes ou même l'essence et la forme de la circulation de la vérité est l'indice d'une seule chose fondamentale : que son institution, l'Eglise catholique romaine existe toujours et n'a pas encore été absorbée par la pensée marchande. Toute institution est fondée sur un noyau d'intolérance qui garantit son identité et sa permanence. Ceci est vrai de l'Eglise, mais aussi de l'Etat (même libéral), des idéologies politiques et des mouvements sociaux et même des clubs d'échecs ou de basket. Il serait également insensé que Benoît XVI apparaisse au balcon du Vatican en compagnie de Pedro Almodovar pour annoncer que le mariage des religieuses lesbiennes est le tout nouveau sacrement, que d'entendre un joueur d'échec proposer que son jeu suive les règles du Monopoly.

Les institutions humaines sont l'oeuvre d'un animal parlant et elles sont constituées au moyen d'actes linguistiques performatifs (ceux qui créent la réalité qu'ils nomment) tels que l'énoncé « *habemus papam* » suivi du nom du successeur de Saint Pierre ou la phrase « je prends pour époux/épouse Untel/Unetelle ». Quoiqu'on prétende souvent le contraire, ceci est aussi vrai du marché. Le marché n'est aucunement un phénomène naturel, mais une institution régie par des normes juridiques précises qui déterminent qui peuvent en être les acteurs et de quelle façon et dans quel but ceux-ci peuvent y intervenir. Il n'est par contre pas tolérable, même dans ce cadre exemplaire de toutes les tolérances qu'est le marché capitaliste qu'on interdise (comme cela arrive dans la très réactionnaire et ringarde île de Cuba) l'achat et la vente d'une marchandise aussi essentielle que la force de travail, ou qu'on ne protège pas la propriété des biens qui font l'objet d'une transaction. La tolérance a elle-même des limites, même s'agis-

Dans un récent Drapeau Rouge, le représentant en Europe du PC irakien, Raïd Fahmi, met en garde contre une vision « réductrice » de l'agression américaine contre l'Irak : à côté de l'occupation US, il ne faudrait pas, dit Fahmi, occulter le soulagement de la population face à la chute du régime Saddam Hussein. Ainsi, pour l'auteur « la lutte pour mettre fin rapidement à l'occupation n'est pas dissociée de celle pour instaurer un Etat démocratique fondé sur l'adhésion du peuple » et la « résistance » irakienne porte un projet et des objectifs « despotiques et ultra-conservateurs ».

Cette analyse justifie ainsi (ce qu'omet de préciser Fahmi) la participation, depuis le premier jour, du PC irakien aux institutions mises en place par l'occupant américain : participation au Conseil de gouvernement désigné par le consul américain Bremer en 2003, ministère sous le gouvernement du Premier ministre Allawi de juin 2004 à 2005. Car telle est la conclusion pratique de l'analyse de Fahmi : on ne peut mettre fin à l'occupation américaine tant que la résistance des « privilégiés » de l'ancien régime de Saddam Hussein n'a pas été écrasée. Faute de place, je me limiterai ici à répondre à quelques points. L'occupation américaine en Irak fait partie des plans de domination mondiale des Etats-Unis. Pour reprendre le pillage du pétrole irakien nationalisé en 1972 et pour y installer 14 bases militaires américaines. Comme l'a déclaré le vice-président américain

Dick Cheney : *Le pays qui contrôle le pétrole du Moyen-Orient pour « obtenir » la chute d'un régime.*

Irak : un gouvernement « démocratique » en construction ?

rait « tenir l'économie globale par la gorge »(1). Les victimes de cette occupation sont bien les simples gens en Irak. Un rapport récent de l'ONU constatait qu'un quart des enfants irakiens souffre de malnutrition chronique, la probabilité de mourir avant 40 ans est trois fois plus élevée en Irak que dans les pays avoisinants, les trois-quarts des habitants ne disposent pas d'approvisionnement stable en électricité, un tiers a des grandes difficultés d'avoir de l'eau potable. Situation jamais connue en Irak avant guerre, même aux pires moments du blocus. Sans contrôle sur ses richesses naturelles, ni sur son armée, l'Irak ne pourra jamais avoir une quelconque indépendance et *a fortiori* y installer une réelle démocratie. C'est l'expérience aussi des peuples du tiers-monde depuis plus d'un siècle.

Des mouvements progressistes dans un pays peuvent évidemment développer une autre vision de la société que le pouvoir en place. Et lutter pour un changement de régime. Mais ils ne peuvent pas jeter par dessus-bord l'indépendance de leur pays, se mettre à la remorque de l'impérialisme américain, le plus agressif et criminel du moment,

Or, objectivement, des partis irakiens, comme le Conseil suprême de la Révolution islamique ou les partis kurdes de Talabani et Barzani, ont servi de feuille de vigne locale à l'occupation illégale de Bush et consorts. Ils sont venus dans les bagages de l'armée américaine, ont participé à un gouvernement désigné par l'occupant. Un gouvernement qui a ainsi cautionné l'ordonnance 39 du consul Bremer qui vend l'essentiel des entreprises d'Etat et des richesses du pays aux multinationales étrangères. Par sa participation à ce gouvernement, le PC irakien sert à donner une façade de gauche à un régime ouvertement collaborateur.

Si, au lieu de collaborer avec l'autorité occupante, le PC avait pris sa place dans la résistance, l'occupation criminelle aurait été rendue encore plus difficile qu'aujourd'hui. Mais Raïd Fahmi affirme que le problème, ce sont ces résistants qui « défendraient leurs privilèges perdus ».

Le chef du contre-espionnage irakien Shahwani a dû avouer que l'insurrection était portée par plus de 200.000 hommes. Des hommes qui bénéficient d'un soutien populaire conséquent, d'une

masse de gens qui les cache, les renseigne, les nourrit. Sans cet appui, ils auraient été écrasés en quelques semaines par l'armée la plus grande et la plus sophistiquée au monde. La résistance nationale, pas celle des attentats contre les civils, les mosquées et les marchés, celle qui attaque les troupes d'occupation jusqu'à 150 fois par jour, a aussi un programme, révélé en septembre dernier : la fin immédiate de l'occupation, le retour de la souveraineté du pays, la renationalisation des entreprises privatisées, la création d'un gouvernement d'unité nationale, ... Dans des conditions extrêmement difficiles, cette résistance doit encore se structurer et s'unifier.

Mais elle est là, légitime, et mérite notre soutien. Elle est composée d'anciens baassistes, de nationalistes, d'islamistes et aussi de communistes. Des communistes qui sont sur les traces de leurs prédécesseurs qui ont combattu l'occupation nazie en Europe. Ou de celle du PC libanais qui participa au front de résistance qui chassa l'occupant israélien du Sud-Liban en 2000. Des communistes qui sont totalement opposés à l'évolution d'un PC irakien que le plus grand journal patronal britannique *The Financial Times* a décrit comme *le partenaire idéal des Etats-Unis au moment où Washington essaie d'amener l'Irak vers une démocratie libérale constitutionnelle* (2).

Mohammed HASSAN

(1) The San Francisco Chronicle, 21 mars 2004.
(2) *Communist revolution put on hold as party tries democracy*, Mark Turner, Financial Times, 12 août 2004.

Constitution Européenne Les Belges bâillonnés

haite, le modèle qu'il veut défendre et surtout le modèle de société qu'il veut laisser à ses enfants. Une fois de plus, en votant contre la réforme constitutionnelle qui aurait permis l'introduction dans la constitution belge du principe de référendum, les partis traditionnels ont démontré leur mépris total pour tout forme de débat démocratique et de respect pour les propos et promesses tenus lors des soirées électorales. Une fois de plus, ils cautionnent, voire favorisent volontairement, la mise en place à long terme d'une politique ultra-libérale légalisée, gravée dans le marbre, et préparent le terrain à l'épanouissement le plus complet d'un capitalisme sauvage avec son cortège de délocalisations, de privatisations, de destruction des systèmes de protection sociale, de régression sociale généralisée. Ces partis, issus pour certains de lourds combats sociaux menés par les travailleurs, jouent le jeu, par manque de réaction dans le meilleur des cas, des multinationales et livrent les travailleurs en pâture au capitalisme le plus antidémocratique et rentable possible. Ce référendum aurait été l'occasion, comme en France par exemple, d'organiser de vrais débats autour de la ratification ou non de la

constitution européenne et de mettre en lumière quelques-uns des nombreux aspects profondément antidémocratiques et dangereux pour la survie même des droits humains fondamentaux. Ces débats auraient permis d'épanouir une pensée alternative quant au modèle d'Europe que l'on veut défendre, une Europe des travailleurs et non une Europe du libre-échange, une Europe vraiment sociale et non une Europe de démolition systématique des acquis sociaux, une Europe démocratique et non une Europe subissant les diktats des multinationales et de l'OMC. Une fois de plus, ils ont refusé de débattre avec les citoyens, leurs électeurs, de ces enjeux fondamentaux. Une fois de plus, ils ont bafoué la démocratie. Espérons que les travailleurs sauront s'en souvenir lorsqu'ils seront appelés aux urnes. Toutes ces promesses et tous ces mensonges sont du pain bénit pour les partis d'extrême droite et il ne sert dès lors à rien de se dédouaner en soutenant des actions antiracistes ou antifascistes si c'est pour continuer à ridiculiser la démocratie à chaque prise de position.

Serge MONSIEUR

Meeting du 22 juin en hommage à Alvaro Cunhal à l'Espace Marx



Réponse à une lectrice lisant trop vite

QUAND UN VENT DE FOLIE SOUFFLE DANS LES VOILES ISLAMIQUES...

Certains sujets de société ne parviennent pas à déclencher des débats sereins, et le voile islamique est de ceux-là. J'aimerais revenir sur deux faits récents : un courrier paru dans le DR et l'affaire de Remmery. Mis en cause par Melina Sarmanidis, dans le n° 6 du *Drapeau Rouge*, à la suite de mon article 'Voile islamique : bon à savoir' (DR n° 5), je tiens à apporter quelques mises au point. Dans l'espoir que ce petit jeu de réponse à une réponse ne se transforme pas en interminable feuilleton...

Un article et une réaction

Si je respecte les opinions opposées aux miennes, encore faut-il ne pas déformer mes propos. Lorsque Melina Sarmanidis demande 'existe-t-il une seule religion où la femme est un être à part entière ? Où l'on ne la diminue pas d'une manière ou d'une autre ?', je réponds évidemment 'non' (en tout cas, pour ce qui concerne les trois grandes religions issues du Livre) ! Cette opinion était exprimée, de manière implicite, dans l'article. Néanmoins, et afin de ne pas sombrer dans la contre-caricature, je n'ai pas le souvenir qu'en Belgique, et ces dernières années, des violences physiques contre les femmes aient été commises au nom du christianisme ou du judaïsme (je ne dirais pas la même chose pour ce qui concerne les violences morales).

Autre reproche : 'il me semble que la violence faite contre les femmes, n'est pas l'exclusivité d'un milieu ethnique, d'une couche sociale. Elle n'épargne pas, à mon avis, aucun milieu social ni religieux'. C'est ce que je me suis tué à démontrer dans l'article incriminé ! Où ai-je écrit ou dit que la violence était l'apanage d'un 'milieu ethnique, d'une couche sociale' ? Je mets au défi quiconque de trouver cette stupidité dans mon article ou dans tout autre de mes écrits. 'Milieu ethnique' : puis-je rappeler que le plus important contingent de musulmans se trouve aux Philippines et

en Indonésie ? Vouloir réduire cette religion au Maghreb ou aux pays de traditions arabes serait une erreur. Dans mon article, je n'ai pas parlé d'une communauté spécifique, présente en Belgique, mais bien de comportements liés à une interprétation, tendancieuse et réductrice, d'une religion parmi les autres. Quant au reproche selon lequel j'attribuerais 'l'exclusivité' de la violence conjugale à une 'couche sociale', il est totalement infondé, car ni explicitement, ni implicitement, cette affirmation ridicule ne se trouve dans mon article.

A propos de l'extrême droite

De même, l'insinuation malveillante, selon laquelle mes réflexions feraient 'les beaux jours de l'extrême droite', elle relève, sinon de l'insulte, à tout le moins du procès d'intention – et on sait ce qu'il faut penser de cette méthode. Jamais je n'ai attisé le 'sentiment de peur' ; tout au contraire, j'ai plaidé pour une forme de banalisation du port du voile, pariant sur l'espoir que les réalités de la vie quotidienne viendront à bout de cette manifestation religieuse, qui ne correspond ni à la modernité, ni à la marche vers une réelle et durable émancipation des femmes, de toutes origines et de toutes croyances.

Afin de ne point laisser place aux manifestations de peur, de crispation et de rejet, je continue à croire qu'il ne faut parler du voile qu'en connaissance de cause ; en sachant ce qu'il représente – parfois à l'insu de celles qui le portent, comme j'ai pu le vérifier à maintes reprises. Pour les non-musulmans, il n'est pas mauvais d'être éclairé par les opinions diverses à ce sujet. La mienne n'en est qu'une parmi d'autres.

Une meilleure connaissance aurait peut-être évité le cirque fait autour de 'l'affaire Remmery'.

Le cirque Remmery

On se souvient qu'une employée de cette entreprise de restauration industrielle avait été mise en cause par des lettres de menaces à caractère raciste, adressées au patron de cette société. Le correspondant anonyme reprochait à Naïma Amzil de porter le voile sur son lieu de travail. Le nauséabond courrier était signé d'une association inconnue et, semblerait-il, tout à fait bidon. Tout cela appelle quelques réflexions. J'ai déjà dit le caractère odieux et indéfendable de la mise en cause de la travailleuse visée. Il faut cependant mettre d'autres choses en cause.

D'abord, l'incroyable gabegie déclenchée par les autorités judiciaires, enfermées dans un scénario de 'piste d'ex-

trême droite', médiatiquement payant, mais qui demandait à être démontré. Au moment où j'écris ces lignes (début mai 2005), nous attendons encore le moindre début de preuve concernant cette piste. Il n'en reste pas moins que l'habituel discours d'extrême droite rend cette piste plausible. Cela ne justifie pas des arrestations irréflechies, mettant en cause des collègues ou ex-collègues de Mme Amzil, à la suite d'enquêtes pour le moins chaotiques, légères et ne démontrant qu'un seul extrémisme : celui de l'incompétence des enquêteurs. Au passage, on saluera la fiabilité des méthodes d'investigation 'modernes', telle la recherche des traces d'ADN : il semblerait que des 'coupables' se soient mis à plusieurs pour déposer leur salive en collant un timbre-poste sur une enveloppe... Car il est apparu que l'affaire Remmery pourrait tout aussi bien relever d'un règlement de compte entre collègues qu'une sordide affaire de cul entre le patron et l'épouse d'un suspect !

Le guignol de Laeken

A peine l'affaire Remmery avait-elle éclaté qu'Albert II se sentait obligé de recevoir le patron de l'entreprise et son employée. En soi, on ne trouverait rien à redire à ce guignol médiatique... si sa majesté avait eu la sagesse d'attendre la fin de l'enquête. Car, si l'affaire de cul se confirme, sa majesté aura l'air malin !

Par ailleurs, on aimerait que sa majesté se montre aussi prompt à réagir dans d'autres circonstances. Où était-elle quand les sidérurgistes liégeois se sont fait virer, plus tôt que prévu et au mépris de tous les accords patrons-syndicats ? Pourquoi n'a-t-on pas vu sa majesté se précipiter chez les grévistes de l'ex-Splintex, victimes d'un génocide social, décidé quelque part en Orient ? Sa majesté a-t-elle reçu au palais Pierre Swinnen, victime des calomnies de la baronne Marie-France Botte et viré de la Rtb sans attendre la vérification des propos de l'ex-madone anti-pédophile ; ou Vincent Magos, cible d'un lynchage médiatique, participant d'une hystérie médiatique comparable à celle qui a prévalu dans les premiers instants de l'affaire Remmery ? Sa majesté est-elle aussi rapide pour exprimer sa douleur lorsque des ouvriers ou employés sont victimes d'accidents de travail, dus à des surcroûts de fatigue et de stress savamment entretenus dans certaines entreprises ?

Pour le compte, les 'beaux jours de l'extrême droite' trouveront un aliment providentiel dans le cirque organisé par Laeken et l'entourage de sa majesté !

Alain DE KUYSSCHE

axe carcéro-industriel ts-Unis

von. Elle comprend aussi le télé-marketing, l'enregistrement de données et toutes sortes de travaux d'imprimerie. Starbucks, Microsoft, Victoria's Secret, Best Westin et Boeing sont des exemples d'entreprises américaines exploitant à outrance la main-d'œuvre carcérale.

Menace sur les emplois syndiqués

L'inquiétude grandit sans cesse, particulièrement dans les milieux syndicaux, de voir les FPI se privatiser de plus en plus. C'est que l'assemblée des directeurs des FPI a proposé que celles-ci étendent leurs services et leur production au secteur privé. L'expansion des prisons suit désormais une spirale incontrôlable. Pour tout un secteur économique, l'enjeu est de continuer à s'enrichir grâce à l'industrie carcérale subsidiée par l'Etat. L'expansion des prisons a également eu un gros impact sur les zones rurales appauvries. Avec les licenciements dévastateurs des autres industries, la construction de prisons a provoqué un boom économique parmi les emplois pénitentiaires et les industries apparentées.

Ailleurs dans le monde...

Le travail forcé est en Chine une composante à part entière de l'économie nationale.

L'exportation de produits fabriqués en prison fait l'objet depuis de nombreuses années de la vigilance des pays occidentaux ; une attention probablement autant motivée par le protectionnisme que par le respect des droits de l'homme, et qui s'est avérée plutôt vaine, révélant tout au plus l'incroyable institutionnalisation du travail forcé dans ce pays où les milliers de camps de travail et de prisons ont tendance à se fondre dans le paysage industriel. La main-d'oeuvre est utilisée dans les rizières et les plantations, dans les mines d'or, d'argent, de cuivre ou de zinc, dans les chantiers de construction de barrages hydrauliques, de routes, de voies ferrées, ainsi que dans les usines de production d'automobiles, de machines-outils ou d'ascenseurs.

En Russie, le nombre de détenus est toujours considérable, mais les anciens clients (des entreprises d'Etat) ont disparu ou ne sont plus solvables. Pour les détenus, la perspective d'éviter les souffrances du travail forcé n'est qu'une demi-consolation. Mais là où il y a encore du travail, les prisonniers sont sévèrement punis si leur rendement n'est pas jugé satisfaisant et d'une façon générale, les conditions de détention ne semblent pas s'être améliorées.

L'Angleterre, en cette matière, est aussi le cheval de Troie des Etats-Unis en Europe. La première prison privée y a été construite en 1991 par l'Etat et louée à une société privée américaine. Les gens n'ayant plus d'allocations sociales doivent s'en sortir autrement, certains commettant des délits pour aller travailler en prison....

Ab. BUSONI

Le comte Boël : l'avant-garde ?

Comme l'hydre renaît de ses cendres, le comte Boël réapparaît chaque fois qu'un nouveau drame économique frappe la sidérurgie wallonne. Récemment, c'est à propos de la fermeture du haut-fourneau n° 6 d'Arcelor à Liège que l'ex-patron louviérois s'est fendu de son couplet d'autosatisfaction. En substance, il déclare : « ce que Liège a vécu hier, La Louvière l'avait imaginé dès... 1986 » (Nouvelle Gazette du 26 avril 2005). Et le comte d'exhorter le gouvernement wallon de « vendre ses actions d'Arcelor et de cesser de jeter l'argent... »

Personne ne niera que la globalisation libérale voulue et orchestrée par les grands groupes financiers et industriels change de fond en comble les données économiques de secteurs aussi sensibles que la sidérurgie. Personne ne niera que les outils industriels doivent être modernisés. Force est cependant de constater que ce sont toujours les travailleurs qui font les frais de ces évolutions. Roger Leclerc, délégué principal FGTB de Dufenco, rappelle avec raison dans le même journal que la fermeture du dernier haut-fourneau à La Louvière a fait perdre plus de 1.500 emplois.

Certes un outil sidérurgique subsiste, malgré le passage destructeur du Hollandais Hoogovens et grâce à une conjoncture actuellement favorable. Alors qu'en 2003 Dufenco enregistrait des pertes allant jusqu'à 5 millions par mois, il réalise, à présent, des bénéfices s'élevant à plus de 10 millions d'euros par mois. La production augmente de façon substantielle. Mais si l'entreprise comptait encore 3.400 travailleurs en 1985, elle n'en compte plus aujourd'hui qu'environ 1.400, dont 1.100 ouvriers, auxquels il convient d'ajouter de nombreux sous-traitants et des intérimaires...

Un outil sidérurgique subsiste donc à La Louvière. On le dit « en pleine forme » mais ce n'est pas grâce à la famille Boël. Faut-il rappeler que celle-ci bénéficia de milliards d'aides publiques (7 milliards FB pour Boëlinvest) ? Et que toutes les entreprises reprises ou créées dans ce cadre ont aujourd'hui disparu. Faut-il rappeler que la famille Boël préféra réorienter ses capitaux vers la spéculation boursière plutôt que de développer sa « small is beautiful » usine ? Faut-il rappeler le manque à gagner de milliards d'anciens francs belges du fait du centre de coordination UGB International quasiment exonéré d'impôt ?

Fédération du Centre du Parti Communiste

Les Etats-Unis ne représentent que 5 % de la population mondiale, mais ils comptent 25 % des personnes incarcérées dans le monde, une grande partie des emprisonnements relevant du délit de détention de stupéfiants. Nombreux sont ceux qui voient l'accroissement de la brutalité policière comme une politique systématique de la classe dirigeante visant à intimider par la force et la violence des millions de gens. Le système alimente aussi les complexes industriels pénitentiaires à coups de jeunes noirs ou latino-américains qui ne peuvent trouver de l'emploi à l'extérieur mais sont forcés de travailler pour des salaires minables à l'intérieur des prisons. Les entreprises privées gestionnaires des prisons font du lobbying auprès de la justice pour élargir les critères d'incarcérations. Leur slogan ? « Build them and they will come ». Et les prisons de fleurir...

Le boom du complexe industriel pénitentiaire se produit principalement avec la privatisation des prisons, et les jeunes, principalement les noirs et les Latino-Américains, en sont les premières cibles. Et même si les prisons se privatisent, le gouvernement américain y dépense plus d'argent que jamais. Au cours des années 90, les coûts de construction de prisons ont atteint le montant faramineux de 7 milliards de dollars par an. Le gouvernement américain a dépensé plus d'argent à construire des prisons que des universités. En 1998, les prisons constituaient, selon certains, le second employeur du pays avec 523.000 travailleurs, derrière la *General Motors*.

Dix-huit firmes privées représentées à Wall Street sont responsables de l'entretien des prisons locales et privées, ainsi que des centres de détention pour immigrés. La liste comprend *American Express*, *General Electric*, *Goldman, Sachs and Company*, *Merrill Lynch* et *Smith Barney*. *Goldman, Sachs* et *Merrill Lynch* à elles seules fournissent chaque année des obligations sur les prisons pour une valeur située entre 2 et 3 milliards de dollars.

World Research Groups, une firme d'investissement située à New York, a résumé le rachat des équipements pénitentiaires de cette façon: « Alors que les arrestations et les condamnations ne cessent d'augmenter, il y a des bénéfices à faire. N'hésitez pas : achetez tout de suite des parts de cette industrie en plein boom ! ».

Les travailleurs incarcérés font toutes sortes de choses depuis le traitement d'ordres de crédit à la réservation de billets d'avions, de l'assemblage de souliers de sport au montage de circuits imprimés de chaînes stéréo. Et le Département de la justice dirige le FPI, le *Federal Prison Industries*, et *Unicor*, une organisation ayant un statut « à but non lucratif », mais servant les intérêts des entreprises américaines. *Unicor* dirige plus de 100 fabriques dans des prisons d'au moins 30 États. Les prisonniers qui refusent de travailler dans ces conditions sont marqués « peu coopératifs » et risquent de perdre l'ap-

Les joies du complexe aux Etats

préciation « bon comportement », aussi bien que des privilèges tels que l'accès à la bibliothèque.

Environ 30 % des prisons US sont dirigées par le secteur privé qui mène ses affaires en fonction de la main d'œuvre disponible. En termes purement économiques, les prisonniers sont devenus parties intégrantes de l'inventaire. Les deux plus grandes de ces corporations sont *Wackenhut* et *Corrections Corporation of America (CCA)*.

Un coût intéressant

Au cours des dernières années, beaucoup d'Américains ont perdu leur travail au profit de ces industries pénitentiaires qui sont capables de produire du travail à un coût nettement inférieur. La privatisation des prisons et les multinationales carcérales qui se sont constituées donnent une assise économique très forte à ce système. Les prisons deviennent rentables grâce au travail carcéral. Les profits apparaissent non seulement dans la construction ou la gestion des prisons, mais également dans le travail carcéral même. Entre 1980 et 1994, la valeur des marchandises produites par les prisonniers est passée de 392 millions de dollars à 1,1 milliard de dollars. Les *Corrections Corporations of America* (Corporations Pénitentiaires d'Amérique), le plus important conglomérat de prisons privées du pays, gèrent 46 institutions pénales dans 11 Etats différents, y compris sept institutions pour jeunes. La valeur de ses avoirs est passée de 8 dollars l'action en 1992 à 30 dollars en 1997. Une firme d'investissement a surnommé les avoirs des CCA « les avoirs thématiques par excellence des années 90 ».

Les entreprises n'ont plus à délocaliser alors que toute une main-d'œuvre extrêmement bon marché est enfermée dans les prisons de l'Etat voisin. En Ohio, des détenus fabriquent des pièces automobiles pour *Honda* à 2 dollars de l'heure alors que le salaire moyen d'un travailleur syndiqué, chez *Honda*, se situe entre 20 et 30 dollars de l'heure. En Oregon, des prisonniers triment pour 3 dollars par jour dans n'importe quelle industrie, et cet esclavage a été parfaitement « légalisé ». *Trans World Airlines* peut payer des détenus à 5 dollars de l'heure pour enregistrer des réservations téléphoniques, c'est-à-dire à un tiers de ce que la firme paie à ses travailleurs normaux.

Cette industrie pénitentiaire, représentant plusieurs milliards de dollars, s'est aujourd'hui étendue à la confection de vêtements, à la fabrication de pièces automobiles, de composants électroniques, de chaussures, de balles de golf, de meubles et de sa-



Mordechai Vanunu est le technicien de la centrale nucléaire de Dimona (dans le désert du Néguev) qui fut kidnappé par le Mossad et ensuite emprisonné pour avoir dénoncé publiquement la fabrication d'armes atomiques par Israël. Il avait été condamné pour « espionnage » à 18 ans de prison, dont 11 et demi passés dans un total isolement. Il fut libéré le 21 avril 2004. Bien qu'il ait purgé l'entièreté de sa peine, il est resté soumis à de nombreuses restrictions, telles que l'interdiction de sortir du pays, de s'approcher de tout aéroport et frontière, de posséder un téléphone mobile, de parler à des étrangers. Au bout d'un an, ces restrictions devaient être levées. Il n'en fut rien. Des interdictions encore plus sévères se sont ajoutées aux précédentes, comme celle d'entretenir une conversation sur les armes nucléaires.

Une campagne mondiale pour la fin des restrictions à la liberté de Vanunu s'est organisée et a reçu l'appui de très nombreuses organisations de lutte pour la paix, contre l'arme nucléaire, pour les droits de l'homme, ainsi que de personnalités du monde politique, culturel et universitaire de tous les continents. Rien n'y fait. La Justice israélienne resserre encore l'étau pour une année supplémentaire.

Un tel acharnement ne peut s'expliquer seulement par la paranoïa sécuritaire qui s'est emparée de l'Etat d'Israël, ni par le besoin de punir un « traître » qui a renoncé au judaïsme et s'est converti à l'anglicanisme. C'est avant tout une mesure de répression envers toute opposition à la politique ultramilitariste du gouvernement israélien et d'intimidation envers tout citoyen qui exprime la possibilité de vivre en paix avec les pays voisins, que ce soit la Palestine ou les autres pays du Moyen Orient.

L'armement nucléaire d'Israël, dénoncé il y a 20 ans déjà par Vanunu et jamais re-

L'ARMEMENT NUCLEAIRE D'ISRAËL ET LE « CAS VANUNU »

connu officiellement, fait de ce pays le premier Etat nucléaire non déclaré, capable de déployer une flotte de six sous-marins nucléaires, et un des rares Etats aptes à lancer des missiles à longue portée dotés de têtes nucléaires à partir de ces sous-marins. C'est le seul pays du Moyen-Orient qui possède effectivement des armes de destruction massive.

Israël est, en fait, un pion essentiel pour assurer et perpétuer la domination des Etats-Unis dans cette région du monde, pour mettre en oeuvre la politique de Bush du « Grand Moyen-Orient » et préparer les prochaines guerres contre l'Iran ou la Syrie. Les connaissances techniques de Mordechai Vanunu concernant les armes nucléaires sont complètement dépassées, et leur révélation ne constitue aucun danger pour Israël. Par contre, la dénonciation de cette politique ultramilitariste du gouvernement israélien est dangereuse pour lui : elle met en évidence que l'Etat d'Israël se dote d'un armement nucléaire, mais aussi biologique, chimique et conventionnel, totalement disproportionné par rapport aux besoins d'une simple défense territoriale. Sharon vient de conclure de nouveaux accords avec le gouvernement Bush, portant sur la construction d'une grande base militaire dans le désert du Néguev (à côté du réacteur nucléaire de Dimona ?), ainsi que des infrastructures nécessaires pour installer à sa proximité des milliers de nouveaux habi-

tants. Il y a aussi la prochaine fourniture par les Etats-Unis de 100 bombes dites « à forte pénétration souterraine » (qui pourraient viser les usines nucléaires souterraines iraniennes).

Il y a, enfin, les inquiétantes visites que le Secrétaire général de l'Otan vient de rendre en Israël et les récentes manœuvres militaires de l'Otan avec une importante participation d'Israël, les pressions de plus en plus fortes pour une intégration directe d'Israël dans l'Alliance et une possible intervention de l'Otan pour « garantir » le progrès du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. L'Otan servirait, une fois de plus, de couverture pour la politique impérialiste des Etats-Unis et de leur pion israélien.

Les militants israéliens qui luttent pour la libération complète de Mordechai Vanunu ont conscience de ces enjeux et ont besoin du soutien de toutes les forces de gauche en Europe et dans le monde. Vanunu ne peut être contraint à se taire, il a le droit de dénoncer les « menaces d'holocauste » que représente l'arme nucléaire, de dénoncer la politique militariste de l'Etat d'Israël. Soutenons ces luttes, en faisant connaître largement « le cas Vanunu », en participant à la campagne mondiale pour sa libération !

Claudine PÔLET



La Bolivie a enduré la violence structurelle tout au long de son histoire. Les luttes des mineurs, des paysans et des autres secteurs sociaux mettent aujourd'hui en évidence la grave situation que vit ce pays face à l'inertie et à la complicité des gouvernements qui ont toujours privilégié les secteurs du pouvoir et laissé volontairement le peuple dans l'oubli. Mais le peuple a réagi par la résistance sociale face à l'appauvrissement toujours plus important de la population qui doit supporter les fautes des politiques et subir des programmes qui négligent les besoins de base et les ressources nécessaires à la santé, à l'éducation, au travail et à une vie digne. Le peuple constate l'augmentation de la faim, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, alors que ses richesses s'en vont hors du pays. Quand les Boliviens réagissent face aux injustices, on les accuse d'être des subversifs et des violents à cause de leurs réclamations sociales, et la seule réponse de l'Etat, c'est la répression.

Dans bien des pays, les gouvernements appliquent ce qu'on appelle "les lois anti-terroristes", ce qui signifie pour eux que toute protestation sociale est liée au terrorisme et non pas au droit des peuples.

Le peuple bolivien possède beaucoup de ressources et de richesses qui lui appartiennent, mais les bénéfices tirés de ces richesses ne parviennent jamais jusqu'à lui; elles sont pillées par les multinationales et par l'oligarchie locale qui les accumulent et ne redistribuent jamais les gains.

La démission du Président Carlos Mesa met en évidence les fortes pressions qui ont provoqué l'ingouvernabilité du pays et l'augmentation des tensions qui génèrent le chaos et la violence. Tout cela sous la menace d'un possible coup d'état militaire, appuyé par les Etats-Unis, pour favoriser tous ceux qui veulent protéger leurs intérêts économiques et politiques dans les hydrocarbures et surtout dans le gaz. Malheureusement, il y a eu déjà un mort et deux blessés, victimes de cette violence institutionnelle.

Dans le même cadre que cette

situation, un des faits préoccupants aujourd'hui, c'est l'accord qui vient d'être signé entre les Etats-Unis et le gouvernement du Paraguay pour permettre l'entrée des troupes nord-américaines dans ce pays avec une totale impunité. D'autre part, l'intervention de l'ambassadeur nord-américain en Bolivie est aussi un signal d'alerte révélant les manigances en cours pour empêcher qu'Evo Morales, le dirigeant du MAS (Mouvement vers le Socialisme), accède à la présidence de la Bolivie.

Des antécédents à haut risque existent aussi quand le gouvernement de Bush "ordonne" au Secrétaire général de l'OEA (Organisation des Etats Américains) de surveiller attentivement les événements de Bolivie et de prendre, si nécessaire, les "mesures adéquates". Il ne serait pas extraordinaire que, en disant cela, il pense à la proximité des troupes nord-américaines au Paraguay qui pourraient déclencher une invasion semblable à celle d'Haïti avec les graves conséquences que subit actuellement ce pays qui doit supporter les troupes d'occupation, la violence et l'augmentation de la pauvreté.

En Bolivie, la convocation d'une Constituante et l'appel à des élections législatives anticipées sont actuellement en débat au Parlement qui ne s'est pas encore prononcé. L'Eglise catholique elle-même demande que soient prises ces deux décisions pour parvenir au plus tôt à la stabilité constitutionnelle et à la normalisation du pays.

Après de fortes tensions au Parlement et les démissions de Horlando Vaca Diez, président du Congrès, et de Mario Cossio, président de la Chambre des députés, c'est le président de la Cour suprême de justice, Eduardo Rodriguez, qui assume la présidence de la Bolivie. Il devra convoquer des élections anticipées dans les 90 jours.

Le dirigeant du MAS, Evo Morales, réclame la nationalisation des ressources du peuple que sont les hydrocarbures et le gaz, ce à quoi s'opposent les entreprises de ce secteur, alliées aux intérêts du gouvernement des Etats-Unis.

Résistance et souveraineté du peuple bolivien

La violence structurelle et sociale a profondément dégradé les conditions de vie dans le pays, et la réaction du peuple est légitime quand il réclame ses droits qui lui sont systématiquement refusés.

Les événements s'accroissent et la situation change rapidement. Nous espérons que le sens commun, qui s'est transformé dans le moins commun de tous les sens, permettra aux dirigeants politi-



ques et aux organisations sociales de Bolivie de trouver le chemin pour parvenir à des solutions alternatives dans le respect du peuple bolivien qui réclame de profonds changements dans les institutions de l'Etat. Nous espérons aussi que ces changements que le peuple réclame se réaliseront sans violence dans le dialogue et resteront centrés sur la recherche du bien commun.

Le problème que vit la Bolivie n'est pas un fait isolé du reste du continent latino-américain où tout le monde souffre des politiques néo-libérales imposées par le FMI, la Banque mondiale et le Département d'Etat nord-américain qui exigent toujours la privatisation des entreprises nationales, des services et des ressources naturelles.

Un grand débat s'ouvre aujourd'hui pour analyser le type de démocratie que vivent les peuples, démocratie plus formelle que réelle, par délégation et non participative. Quand les peuples votent, le jour d'après, ils restent sans défense face aux décisions gouvernementales. Ils ont délégué le pouvoir à ceux qui les gouvernent et, comme citoyens, ils restent

exclus des décisions de l'Etat.

Le système démocratique qui nous est imposé est en crise et il est nécessaire à présent de surmonter ces situations de démocraties représentatives qui font que les peuples se retrouvent sans défense et restent soumis au remboursement des dettes extérieures, à la privatisation des entreprises nationales et des ressources naturelles. Cela les amène à la dépendance et à la perte de leur souveraineté.

Comme le disent nos frères indigènes de la région du Cauca en Colombie : "Nous devons faire cheminer la parole de la résistance", c'est-à-dire récupérer le véritable sens des paroles et aller

vers la construction de démocraties participatives pour que les grands thèmes et les problèmes qui se posent aux peuples aujourd'hui et qui se poseront dans le futur, puissent être traités à travers des plébiscites, des consultations populaires et des référendums afin qu'ils gardent la possibilité de révoquer les mandats des gouvernants et des fonctionnaires qui ne remplissent plus leur devoir d'être au service du peuple.

Les événements qui se passent dans le continent ne sont pas des faits isolés. Des émergences sociales sont créées par la résistance sociale des peuples contre les injustices, comme c'est le cas avec le soulèvement du peuple bolivien. D'autres émergences ont aussi surgi dans plusieurs pays, comme la récente rébellion populaire en Equateur contre un gouvernement qui avait trahi son propre peuple. La même évolution se déroule en Argentine face à un gouvernement incapable qui a conduit le pays à une débâcle éco-

nomique et à l'augmentation de la pauvreté.

Le continent latino-américain délibère actuellement pour promouvoir des actions capables d'apporter les changements que les peuples demandent, alors que les politiques néo-libérales prétendent globaliser la misère, la marginalité et la domination.

Le peuple bolivien a donné, tout au long de son histoire, des exemples évidents de résistance et de dignité et, aujourd'hui, il hausse à nouveau la voix pour éviter le sacage de ses ressources qui affecte le présent et l'avenir du pays.

Les peuples du continent doivent rester en état d'alerte face aux politiques imposées par les centres de pouvoir dominants et développer entre eux la solidarité et l'entraide. Aujourd'hui, c'est la Bolivie, demain ce sera peut-être tous nos peuples.

Adolfo PEREZ ESQUIVEL

Vient de sortir de presse un nouveau numéro de la collection « Alternatives Sud »

Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine

Points de vue latino-américains

Editions Syllepse - Centre Tricontinental
vol. XII (2005), n° 2 - 221 pages

Les succès que la gauche latino-américaine espérait engranger au sortir des dictatures militaires des années 1970 et 1980 se sont fait attendre. Aujourd'hui, la tendance est là : mouvements populaires, expériences citoyennes alternatives et partis de gauche ont le vent en poupe, dans des proportions et selon des modalités certes très différentes d'un pays à l'autre. Quelles sont leurs véritables capacités d'incidence sur le modèle de développement dominant ? Quelles alternatives proposent-ils aux recettes néolibérales, dont les conséquences en matière d'inégalités et d'injustices sociales touchent au désastre dans toute l'Amérique latine ? Au-delà des programmes, la réponse réside aussi dans l'identité des acteurs mobilisés, dans leurs formes d'organisation et dans le type d'articulation à l'œuvre entre « gauche sociale » et « gauche politique ». Mouvements indigènes « en marche », gouvernements « populaires » ou « populistes », forums sociaux et « espaces de convergence », coalitions politiques « plurielles », municipalités « autonomes »..., la diversité des acteurs et des situations ajoute à la complexité des défis. Sommaire et résumés sur www.cetri.be

A paraître en septembre 2005 :
Prostitution, la mondialisation incarnée
(Points de vue du Sud) Alternatives Sud - Collection trimestrielle

Des points de vue du Sud sur des problématiques cruciales : analyses critiques et alternatives
Fondateur : François Houtart - Rédacteur en chef : Bernard Duterme

Prix au numéro (port compris): 13 EUR - 22 CHF - 17 USD - 25 CAD
Abonnement un an (4 n°) : 50 EUR - 80 CHF - 65 USD - 90 CAD